

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT D'ACTIONS

portant sur 13 300 actions Prodef,

assortie à titre subsidiaire

D'UNE OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT SIMPLIFIEE

limitée à 5 999 actions Prodef, réalisée dans le cadre du programme de rachat d'actions soumis au vote de l'assemblée générale mixte du 17 novembre 2010,

faites par la société



à ses actionnaires en vue de la réduction de son capital.

Conseillées par

SODICA
ECM MID-CAPS

Présentées par

BANQUE DE GESTION PRIVEE INDOSUEZ

INFORMATIONS RELATIVES AUX CARACTERISTIQUES, NOTAMMENT JURIDIQUES, FINANCIERES ET COMPTABLES DE PRODEF



Le présent document relatif aux autres informations de la société Prodef a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (« **AMF** ») le 2 novembre 2010, conformément à l'article 231-28 du Règlement général de l'AMF et à l'instruction AMF n° 2006-07 du 25 juillet 2006 relative aux offres publiques d'acquisitions. Ce document est établi sous la responsabilité de la société Prodef.

Le Présent document est établi conformément aux dispositions de l'article 231-28 du Règlement général de l'AMF, dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions assortie à titre subsidiaire d'une offre publique d'achat simplifiée de la société Prodef sur ses propres actions. Il complète la note d'information de la société Prodef visée par l'AMF le 2 novembre 2010 sous le numéro 10-385.

Des exemplaires du présent document et de la note d'information sont disponibles sur les sites Internet de la société Prodef (www.prodef.fr) et de l'AMF (www.amf-france.org) et peuvent être obtenus sans frais au siège de la société Prodef (3 rue Jules-Guesde – 92305 Levallois-Perret), auprès de SODICA ECM (100 Boulevard du Montparnasse 75014 Paris) et auprès de la BGPI (20, rue de la Baume, 75382 Paris cedex 08)

TABLE DES MATIERES

Préambule	3
I. Présentation de l'Initiateur.....	4
II. Renseignements de caractère général concernant le capital social de l'Initiateur	6
III. Organes d'administration, de direction et de surveillance.....	9
IV. Mise à jour des éléments significatifs depuis le 30 juin 2010.....	12
V. Principaux facteurs de risques.....	19
VI. Eléments financiers	21
6.1. Rapport financier annuel 2009.....	21
6.2. Rapport financier semestriel 2010.....	74
VII. Attestation de la société relative au présent document	96

Préambule

Le présent document de présentation de Prodef est établi conformément aux dispositions de l'article 231-28 du Règlement général de l'AMF et de l'instruction de l'AMF n°2006-07 du 25 juillet 2006, dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions portant sur 13 300 actions Prodef en vue de la réduction de son capital, assortie à titre subsidiaire d'une offre publique d'achat simplifiée limitée à 5 999 actions Prodef, réalisée dans le cadre du programme de rachat d'actions approuvée par l'Assemblée Générale Mixte du 17 novembre 2010.

Les informations relatives aux caractéristiques, notamment juridiques, financières et comptables de Prodef se composent du présent document intégrant les informations financières de l'exercice clos le 31 décembre 2009, ainsi que rapport financier semestriel 2010 de Prodef.

Le présent document est constitué essentiellement par le rapport financier annuel 2009 et le rapport financier semestriel 2010 de PRODEF, complété par une mise à jour des éléments significatifs après le 30 juin 2010 comprenant notamment un développement sur la cession de la société Sin&Stes.

Le rapport financier annuel de PRODEF pour l'exercice 2009 et le rapport financier semestriel relatif au premier semestre 2010 sont intégralement reproduits dans le présent document.

Le présent document est disponible sur le site internet de Prodef (www.prodef.fr) et peut être obtenu sans frais au siège de la société Prodef (3 rue Jules-Guesde – 92305 Levallois-Perret).

I. Présentation de l'Initiateur

1. Renseignements généraux concernant la Société

1.1. Dénomination sociale

La dénomination sociale de la société est Prodef.

1.2. Forme juridique – Siège social

La société a été constituée sous forme de société anonyme puis a modifié son mode d'administration et de direction par adoption de la formule à Directoire et Conseil de Surveillance, en 2001.

Elle est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et à venir, et notamment par les articles L 225-57 à L 225-93 du Code de Commerce.

Le siège social est fixé à Levallois-Perret (92305), 3 rue Jules Guesde.

1.3. Registre du Commerce et des Sociétés et code APE

562 070 714 RCS Nanterre.

Code APE : 6420Z

1.4. Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de sa constitution définitive (16 mars 1917) sauf le cas de prorogation ou dissolution anticipée décidée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

1.5. Objet social

La société a pour objet, directement ou indirectement, en France et à l'étranger :

- la création, l'acquisition, l'exploitation et la gestion de patrimoines industriels, commerciaux, financiers, mobiliers ou immobiliers ;
- l'acquisition, la location, la prise à bail et l'exploitation de tous immeubles ;
- la création, l'acquisition, l'exploitation directe ou par voie de location-gérance de tous fonds de commerce ;
- toutes prestations de services dans le domaine administratif, financier et le management d'entreprises ;
- la prise de participation dans toute société industrielle, commerciale, mobilière ou immobilière, l'acquisition de tous titres, brevets, marques et modèles, l'encaissement des intérêts, dividendes et redevances, l'achat, l'apport ou la souscription de titres ou droits sociaux, toutes opérations de portefeuille et l'exercice de tous les droits sociaux, toutes opérations de portefeuille et l'exercice de tous les droits découlant de la propriété de titres ;

- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes.

1.6. Exercice social

L'exercice social d'une durée de douze mois est fixé du 1^{er} janvier au 31 décembre.

1.7. Lieux où peuvent être consultés les documents et obtenus les renseignements relatifs à la Société

Au siège social de la Société.

1.8. Affectation des bénéfices

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Après approbation des comptes et constatation du bénéfice distribuable, l'assemblée détermine la part attribuée aux actionnaires sous forme de dividende.

L'assemblée peut décider, outre la répartition du bénéfice distribuable, la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

1.9. Dividendes

Les dividendes sont prélevés en priorité sur les bénéfices distribuables. L'assemblée peut en outre décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition.

1.10. Tenue et convocation des assemblées générales

L'Assemblée Générale est convoquée par le Directoire ou toute personne autorisée visée par l'article L 225-103 du code de commerce. Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout lieu indiqué dans la convocation. Un avis au Bulletin des annonces légales obligatoires est publié au moins trente cinq jours avant la réunion de l'assemblée conformément aux dispositions réglementaires.

Les documents et avis relatifs aux assemblées générales sont également portés à la connaissance des actionnaires sur le site de la société www.prodef.fr, rubrique Assemblées Générales.

II. Renseignements de caractère général concernant le capital social de l'Initiateur

2.1. Capital social

Le capital social est de 959 968 euros, divisé en 59 998 actions de 16 euros nominal chacune, toute entièrement libérées et de même catégorie.

2.2. Forme des actions

Sous réserve de dispositions légales particulières, les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire qui a le droit de convertir à toute époque ses titres nominatifs en titres au porteur et réciproquement. La société est en droit de demander, à tout moment, contre rémunération à sa charge, à l'organisme chargé de la compensation des titres, le nom ou, s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination, la nationalité et l'adresse des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés.

Les actions sont inscrites au compte de leur propriétaire tenu par la société émettrice ou un intermédiaire agréé.

2.3. Déclaration de franchissement de seuil

Il n'existe pas d'obligation de déclaration de franchissement de seuils autre que celles prévues par les dispositions légales.

2.4. Cession et transmission des actions

Il n'existe pas de disposition statutaire relative aux cessions et transmissions d'actions de la société.

2.5. Droits et obligations attachés aux actions

Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices, à une part proportionnelle à la fraction du capital social qu'elle représente.

Chaque action donne droit à une voix. Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital social qu'elles représentent, est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative, depuis cinq ans au moins, au nom du même actionnaire.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit, il appartient aux propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre de faire leur affaire du groupement d'actions requis.

En cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double sera conféré dès leur émission aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Le droit de vote double est réservé aux actionnaires de nationalité française et à ceux ressortissant d'un Etat membre de l'Union Européenne.

En cas de démembrement des actions, le droit de vote appartient :

- à l'usufruitier pour les résolutions relevant d'une décision d'assemblée générale ordinaire,
- au nu propriétaire pour les résolutions relevant d'une décision d'assemblée générale extraordinaire.

Toutefois, le droit de vote des actions démembrées soumises à un engagement de conservation relevant des dispositions de l'article 787 B du Code général des impôts, appartient :

- à l'usufruitier pour les seules résolutions décidant de l'affectation du résultat,
- au nu propriétaire pour toutes autres résolutions relevant, soit d'une décision d'assemblée générale ordinaire, soit d'une décision d'assemblée générale extraordinaire.

2.6. Répartition du capital et des droits de vote au 30 septembre 2010

La société J2F FINANCES contrôlée par M. Jean FIEVET, ainsi que les membres de la famille FIEVET, et les sociétés SERFI et SODIFA, elles-mêmes contrôlées par les membres de la Famille FIEVET, ont déclaré agir de concert.

L'ensemble des personnes physiques membres du concert sont désignées comme « Famille FIEVET ».

Le détail du Concert ainsi constitué est le suivant :

Actionnaires	Actions	% Capital	Droits de vote	% Droit de vote
<u>Actionnaires de concert</u>	46 698	77,83	78 199	85,10
dont : FIEVET Jean	7 725	12,88	15 450	16,81
J2F FINANCES(*)	15 131	25,22	15 131	16,47
FIEVET Dominique	1	-	1	-
FIEVET Antoine	351	0,59	701	0,76
FIEVET Guillaume	354	0,59	708	0,77
DROULERS Anne-Sophie	224	0,37	448	0,49
FIEVET Bernard	7 523	12,54	15 041	16,37
FIEVET Marie-France	2	-	2	-
DE LA PRESLE Marie-Laure	50	0,08	100	0,11
FIEVET Hugues	1 542	2,57	3 084	3,36
FIEVET Patrick	200	0,33	400	0,44
FIEVET Eric	50	0,08	100	0,11
FIEVET Luc	83	0,14	129	0,14
GIESECKE Alain	81	0,14	162	0,18
GIESECKE Neal	20	0,03	20	0,02
HUTCHINGS Bertrand	20	0,03	40	0,04
SERFI(**)	9 421	15,70	18 842	20,50
SODIFA(**)	3 920	6,53	7 840	8,53
<u>Public</u>	13 300	22,17	13 693	14,90
Total	59 998	100,00	91 892	100,00

(*) Contrôlée par M. Jean FIEVET

(**) Contrôlée par la Famille FIEVET

A la connaissance de la société, il n'existe pas d'actionnaire détenant directement ou indirectement plus de 5% du capital ou des droits de vote de la Société, hormis ceux identifiés dans le tableau ci-dessus.

Il n'existe aucune participation des salariés telle que définie par l'article L 225-102 du code de commerce dans le capital de la société.

2.7. Autres titres donnant accès au capital

Aucun titre donnant accès au capital n'a été émis par la société.

2.8. Pactes d'actionnaires

Les membres du groupe familial Jean FIEVET (soit Monsieur Jean FIEVET, son épouse, ses trois enfants majeurs, ainsi que la société J2F FINANCES) ont signé les 24 décembre 2005 et 18 décembre 2007 un engagement collectif de conservation de titres conformément aux articles 787 B et 885-I-bis du code général des impôts, aux termes desquels ils se sont engagés à conserver collectivement 21 000 actions de la société, représentant 35,01 % du capital de la société.

Ces engagements collectifs ont été conclus :

- Pour une durée de deux ans, renouvelable par tacite reconduction d'année en année concernant l'acte du 24 décembre 2005.
- Pour une durée de six ans sans clause de renouvellement, concernant l'acte du 18 décembre 2007.

Ces engagements sont toujours en vigueur.

Les membres du groupe familial Bernard FIEVET (soit Monsieur Bernard FIEVET, son épouse et ses trois enfants majeurs), ainsi que les sociétés SERFI et la société J2F FINANCES ont signé le 18 octobre 2006 un engagement collectif de conservation de titres conformément à l'article 787 B du code général des impôts, aux termes duquel ils se sont engagés à conserver collectivement 20 400 actions de la société, représentant 34,01 % du capital de la société.

Cet engagement collectif a été conclu pour une durée de deux ans, renouvelable par tacite reconduction d'année en année, et est toujours en vigueur.

2.9. Dividendes

La politique de distribution de dividendes dépendra des résultats du groupe et des moyens nécessaires à son développement.

Les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices sont les suivants :

Exercice	Nombre d'actions ouvrant droit au dividende	Dividende net par action (en euro)
2007	59 998	8,00
2008	59 998	8,00
2009	59 998	8,00

III. Organes d'administration, de direction et de surveillance

A la date du présent document :

3.1. Conseil de surveillance

Le Conseil de Surveillance est composé de 12 membres dont les fonctions sont les suivantes :

Nom	Fonction	Date Nomination	Dernier renouvellement	Echéance du mandat	Autres mandats et fonctions
FIEVET Bernard *	Président	AGM 20/06/2001	AGM 13/06/2007	AGO 2013	SERFI, Membre du Comité Stratégique SODIFA-LES-EPINETTES, Gérant
GIESECKE Alain *	Vice-Président	AGM 20/06/2001	AGM 13/06/2007	AGO 2013	NORDIC INVESTORS, Président SERFI, Membre du Comité Stratégique
COCHET Michel (**)	Membre	AGM 20/06/2001	AGM 13/06/2007	AGO 2013	EUROMERGER Hollande, Président VARENNE ESTATE, Gérant VARENNE FINANCE, Gérant
DESCHAMPS Pierre (**)	Membre	AGM 20/06/2001	AGM 13/06/2007	AGO 2013	EUROPE PME, Administrateur SAINT HONORÉ, Membre du Conseil de Surveillance SAINT HONORÉ CONVERTIBLE, Administrateur
FIEVET Antoine *	Membre	AGM 13/06/2007	-	AGO 2013	
FIEVET Guillaume *	Membre	AGO 08/06/2005	AGM 13/06/2007	AGO 2013	
FIEVET Luc *	Membre	AGM 20/06/2001	AGM 13/06/2007	AGO 2013	
FIEVET Patrick *	Membre	AGM 20/06/2001	AGM 13/06/2007	AGO 2013	
GIESECKE Neal *	Membre	AGM 13/06/2007	-	AGO 2013	NORDIC INVESTORS, Directeur Général REGENIUM CAPITAL, Gérant
HUTCHINGS Bertrand *	Membre	AGM 20/06/2001	AGM 13/06/2007	AGO 2013	
NOBLET Pierre (**)	Membre	AGM 13/06/2007	-	AGO 2013	BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS, Vice-Président délégué et Administreur NATIXIS INTERTITRES, Président NATIXIS LLD, Administrateur NATIXIS PAIEMENTS, Administrateur SONODA, Président
THOMAZEAU Jean (**)	Membre	AGM 20/06/2001	AGM 13/06/2007	AGO 2013	BANCWEST CORPORATION San Francisco, Administreur BANK OF THE WEST San Francisco, Administrateur BANQUE SAFDIÉ Genève, Vice-Président BNP PARIBAS Egypte, Président EDF ENERGIES NOUVELLES Paris, Administrateur

(*) Membre du Concert

(**) Membre indépendant

3.2. *Directoire*

Le Directoire est composé de deux personnes dont les fonctions sont les suivantes :

Nom	Fonction	Date Nomination	Dernier renouvellement	Echéance du mandat	Autres mandats et fonctions
FIEVET Jean *	Président	CS 20/06/2001	CS 13/06/2007	CS 2013	HYGIÈNE & NATURE, Président J2F FINANCES, Gérant SERFI, Président
FIEVET Eric *	Membre	CS 20/06/2001	CS 13/06/2007	CS 2013	HYGIÈNE & NATURE, Membre du Comité Stratégique

(*) Membre du Concert

L'état des rémunérations des dirigeants figure dans le rapport financier annuel, et en rubrique VI-1 section 23, page 57.

3.3. *Commissaires aux Comptes*

	Date de la première nomination	Echéance du mandat
<u>Titulaire</u> ERNST & YOUNG 41 rue Ybry 92200 NEUILLY-SUR-SEINE Représenté par Any ANTOLA	AGO du 17/06/1998	A l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes 2015
<u>Titulaire</u> ADVOLIS 13 avenue de l'Opéra 75001 PARIS Représenté par Patrick IWEINS	AGO du 18/06/2010 ⁽¹⁾	A l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes 2015
<u>Suppléant</u> AUDITEX 11 allée de l'Arche - Faubourg de l'Arche 92400 COURBEVOIE	AGO du 18/06/2010	A l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes 2015
<u>Suppléant</u> Damien BOURG 13 avenue de l'Opéra 75001 PARIS	AGO du 18/06/2010	A l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes 2015

⁽¹⁾ Commissaire aux comptes titulaires non renouvelé : RICOL LASTEYRIE – 2 avenue Hoche, 75008 PARIS.

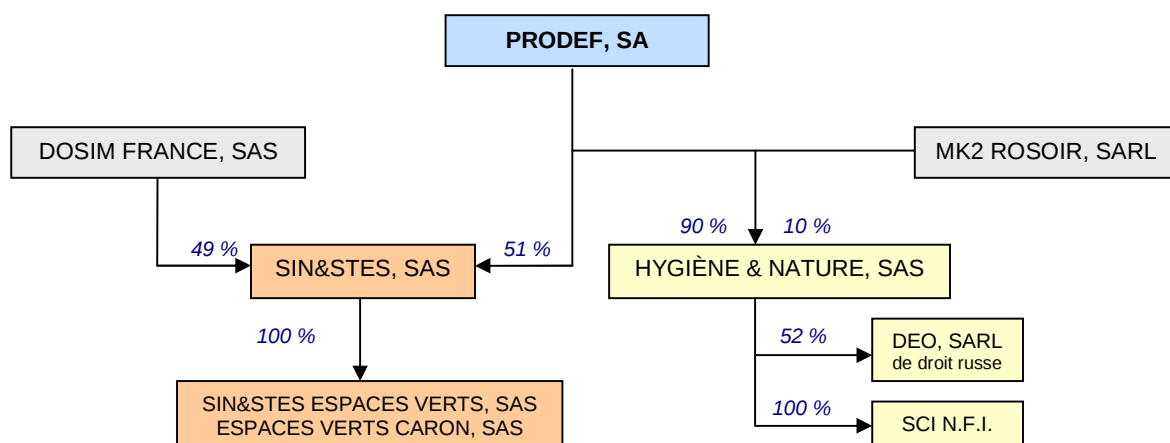
3.4. Honoraires des Commissaires aux comptes et des membres de leur réseau pris en charge par la Société

En €	ERNST & YOUNG		RICOL LASTEYRIE	
	2009	2008	2009	2008
Audit des comptes consolidés et annuels	25 750	25 000	18 100	17 500
Autres missions	98 000	25 000	-	-

IV. Mise à jour des éléments significatifs depuis le 30 juin 2010

4.1. Organigramme du groupe

- Au 30 juin 2010



Le groupe SIN&STES (activité propreté) a été cédé le 27 juillet 2010

Au 30 juin 2010, les activités du groupe PRODEF s'organisent autour de deux pôles industriels et de services :

- la propreté et les services aux entreprises (SIN & STES), activité classée comme détenue en vue de la vente,
- les produits d'entretien.

La société PRODEF exploite en outre un patrimoine immobilier.

Les actions de la société PRODEF sont cotées Code ISIN FR0000038176 au compartiment C - EURONEXT PARIS.

La société PRODEF SA a réalisé sur le premier semestre 2010 des produits d'exploitation de 1 248 K€ et dégagé un résultat net positif de 4 K€.

L'importance des moyens nécessaires au développement de l'activité propreté et l'évolution de ce marché vers une concentration des principaux opérateurs a donné lieu à un réexamen des axes prioritaires dans la stratégie du groupe.

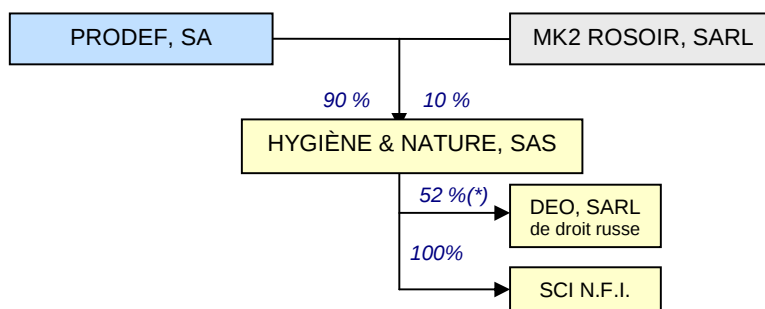
Dans ce cadre, un processus de cession de l'activité de propreté a été engagé, aboutissant à la signature d'un protocole le 3 mai avec le groupe Elixior, et d'une cession définitive le 27 juillet 2010. Cette participation de 51 % représentait 83 % du chiffre d'affaires et 54 % du résultat opérationnel consolidé de Prodef en 2009. Cette opération s'est réalisée dans le cadre d'un processus habituel de cession organisé par la société de conseil DC Advisory Partners mandatée par Prodef et Dosim, co-associé de Prodef détenant 49 % de Sin&Stes. Dans le cadre de ce processus, 19 contreparties ont été contactées, 4 offres indicatives ont été reçues puis 2 offres fermes le 10 février 2010.

A l'issue de cette cession, Prodef dispose d'une trésorerie nette d'environ 38 millions d'euros dont 29 millions provenant de la cession de 51 % de Sin&Stes. Des garanties d'usage ont été accordées. Par ailleurs, un complément de prix pourrait être perçu en fonction de l'atteinte de critères de performances sur 2010 et 2011 pour un montant maximal de 2,5 M€ (part PRODEF). Les termes et conditions de la cession ont été annoncés au marché par un communiqué mis en ligne sur le site de la société www.prodef.fr.

Le groupe PRODEF se concentre désormais sur son activité de fabrication et commercialisation de produits d'entretien pour industriels et collectivités, et sur la gestion de son patrimoine immobilier.

Les impacts liés à cette opération, tenant compte d'une estimation du complément de prix et de la mise en jeu des garanties, sont présentés au paragraphe 23.1 de l'annexe aux comptes du VI.2 Rapport semestriels 2010 (page 89 du présent document).

- Au 27 juillet 2010



(*) Les principales décisions requièrent une majorité des 2/3

Cette importante opération étant susceptible de donner lieu à l'application des dispositions de l'article 236-6 du Règlement général de l'AMF (mise en œuvre d'une offre publique de retrait), et la société disposant désormais d'une trésorerie importante, il a été décidé de proposer aux actionnaires de Prodef de céder leurs actions dans des conditions au moins équivalentes, notamment en termes de prix, à celles d'une offre obligatoire. Les modalités et conditions de cette offre, dont le montant global s'élève à 13,8 M€, figurent dans la note d'information visée par l'AMF le 2 novembre 2010 sous le numéro 10-385.

4.2. Chiffres clés consolidés

En K€	2007	2008	2009	S1 2010
Chiffre d'affaires	126 986	134 966	132 975	11 008*
Résultat opérationnel courant	2 685	3 388	4 052	911*
Résultat net part du groupe	1 854	1 875	2 266	1 777
Capitaux propres part du groupe	25 945	27 179	29 001	30 280
Trésorerie nette	8 210	8 946	10 641	9 784
Effectif moyen	4 000	4 144	3 884	117 *

(*) Hors activités abandonnées (voir comptes semestriels – Chapitre VI.2)

4.3. Activités exercées au sein du groupe PRODEF : Chiffre d'Affaires

En K€	2007	2008	2009	S1 2010*
PROPRETÉ ⁽¹⁾	102 687	111 123	110 922	NA
PRODUITS D'ENTRETIEN	22 252	21 740	19 823	10 128
PRODEF	2 047	2 103	2 230	880
dont Pôle immobilier	1 547	1 603	1 681	798
Chiffre d'affaires	126 686	134 966	132 975	11 008*

⁽¹⁾ Le chiffre d'affaires réalisé par la branche Propreté est intégré à 51 % dans le groupe.

(*) Hors activités abandonnées (voir comptes semestriels – Chapitre VI.2)

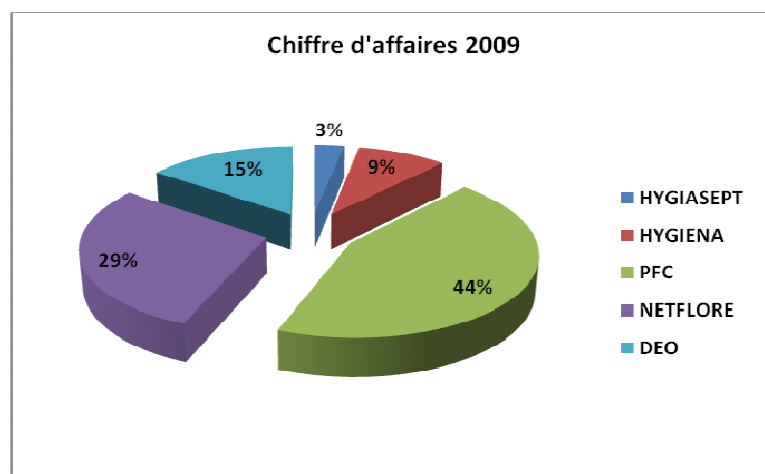
Après la cession de Sin & Stes, le groupe Prodef est présent sur le marché des produits d'entretien pour collectivités et industriels au travers de sa filiale Hygiène & Nature. La société dispose également d'un patrimoine immobilier composé principalement d'un immeuble de bureaux situé à Levallois et d'un immeuble industriel situé en région dijonnaise. Hygiène & Nature est pour sa part titulaire, par l'intermédiaire de sa filiale à 100 % SCI NFI, d'un contrat de crédit bail portant sur un immeuble industriel situé à Trappes. Elle est en outre propriétaire d'un local d'activités en région dijonnaise, donné en location.

4.4. *Produits d'entretien*

HYGIENE & NATURE produit et vend des produits d'entretien destinés aux collectivités et aux industriels, sous différentes marques suivantes:

- **PFC**, pour les produits d'hygiène en cuisine, de désinfection et d'entretien des sols. L'offre comporte une assistance auprès des collectivités publiques et privées.
- **NETFLORE**, pour les produits d'entretien parfumés et les sur-odorants.
- **HYGIENA**, réseau de vente en direct agréé pour la distribution des produits anti-parasitaires et produits d'entretien, apporte à ses clients un service complet de préconisations, de méthodes et d'appareils de mise en œuvre, assurant une utilisation optimale des produits dans le respect de l'environnement.
- **HYGIASEPT** développe et commercialise une méthode de désinfection des volumes et des surfaces par micro-diffusion sèche. Ce concept est particulièrement innovant pour les locaux recevant du public ou à risques spécifiques.
- **DEO** produit et commercialise en Russie des produits désinfectants sous forme principalement de pastilles de chlore.

- **Répartition du chiffre d'affaires Hygiène & Nature**



HYGIÈNE & NATURE a son siège social ainsi que l'un de ses deux établissements industriels implanté près de Dijon, sur un site de production d'une superficie d'environ 7 500 m² couverts. Elle exploite également un second

site de production à Trappes, d'une superficie d'environ 3 800 m² couverts. Elle dispose enfin d'un établissement commercial à Sevrey (71). Elle emploie sur l'ensemble de ces sites environ 80 personnes.

Tous les établissements d'Hygiène & Nature disposent de la certification ISO 9001 : 2008, renouvelée en 2009. La société dispose également des homologations de ses Ministères de tutelle et des normes AFNOR et/ou européennes. Elle est engagée dans le développement des produits certifiés Ecolabel, et est adhérente à l'« Engagement de progrès » de l'industrie chimique pour l'amélioration de la sécurité, de la protection de la santé et de l'environnement, ainsi que membre des syndicats professionnels couvrant son domaine d'activité.

DEO

Cette société constituée en 2001, est issue du rapprochement d'un distributeur historique basé en Russie, spécialisé principalement dans les produits de désinfection pour les hôpitaux, avec PFC. Devant la volonté de ce distributeur de fabriquer ses propres produits, il a été décidé d'un commun accord de constituer sur place une unité de fabrication. Cette société, basée à Ekaterinbourg en Russie, détenue à hauteur de 52 % par Hygiène & Nature. Elle emploie une trentaine de salariés.

Après une période de forte croissance, DEO s'est trouvée confrontée en 2009 aux effets de la crise économique ainsi qu'à l'évolution défavorable du taux de change du rouble, renchérissant ses coûts.

4.5. Pôle immobilier

Le Groupe possède plusieurs actifs immobiliers :

- 5 500 m² de bureaux environ à Levallois Perret (92) au 3, rue Jules Guesde, dans un environnement d'habitations et un quartier en lourde réhabilitation. Cet ensemble immobilier comporte 96 places de parking en sous-sol.
- un immeuble industriel à Longvic (21) bâti sur un terrain de 15 100 m², d'une surface utile de 7 547 m². Cette construction est à usage d'atelier de fabrication, de dépôt et de bureaux.
- un immeuble d'activité situé à Chenove (21) sur un terrain de 4 805 m², d'une surface construite de 2 214 m² dont 1 829 m² de dépôt. Le bien est composé d'un bâtiment principal à usage de bureau et de dépôt, édifié en 1967 avec des extensions datant de 1977 et 1987 ;
- un immeuble industriel à Trappes (78) bâti sur un terrain de 7 900 m², d'une surface utile de 3 200 m² à usage d'atelier de fabrication et d'entrepôt, et de 600 m² à usage de bureaux. Ce bâtiment fait l'objet d'un contrat de crédit bail d'une durée de 15 ans porté par la SCI NFI, filiale à 100 % d'Hygiène & Nature. L'échéance de ce contrat est fixée en décembre 2016.

Les bureaux de Levallois-Perret et l'immeuble d'activité de Chenôve sont des immeubles de placement mis en location par PRODEF. La location de ces actifs a permis à la société de percevoir un produit de 1,7 million d'euros de loyers nets en 2009.

La valeur d'expertise de l'actif de Levallois s'élève à 14,8 millions d'euros et celle de Chenôve à 0,48 million d'euros au 31 décembre 2009 (cf. paragraphe 1.10 de l'annexe aux comptes du VI.1 Rapport financier annuel en page 45 du présent document).

A titre d'information, le locataire le plus important de l'immeuble de Levallois-Perret (société de services) dispose de baux de 3-6-9 ans qui arrivent à échéance en mars 2011 pour environ 40% des surfaces qu'il loue, en janvier 2012 pour 20% et en mai 2012 pour le solde de 40%.

L'entretien et l'amélioration des immeubles représentent une charge annuelle de l'ordre de 200 à 300 K€ non compris les investissements non récurrents qui se sont élevés à environ 1 M€ par an au cours des 3 derniers exercices.

4.6. Informations sur la clientèle du groupe Prodef

- **La clientèle dans le secteur des produits d'entretien**

Les principaux clients d'Hygiène & Nature sont des groupements de distributeurs, des collectivités, des industriels et des sociétés de services. Le chiffre d'affaires au 30 juin 2010 se répartit de la façon suivante (source Prodef):

Groupements distributeurs	30 %
Collectivités	25 %
Industriels - Services	20 %
Laboratoires et divers	15 %
Export	10%

Au 30 juin 2010, les 10 premiers clients représentent 45 % du chiffre d'affaires d'Hygiène & Nature.

Le délai règlement clients est de l'ordre de 50 jours, en diminution.

- **La clientèle dans l'activité immobilière**

Le premier locataire de l'immeuble de Levallois est une société internationale dans le domaine des services informatiques et supports. Elle occupe 40 % des surfaces locatives de Levallois. Les autres preneurs, au nombre de 8 actuellement, ont des activités et des surfaces financières diversifiées.

Les baux commerciaux sont établis conformément à la réglementation, et les loyers indexés sur l'indice Insee de la construction.

4.7. Environnement concurrentiel

- **Marché des produits d'entretien pour les collectivités et industriels**

Ce marché est difficile à cerner en raison de sa diversité, et l'indisponibilité de données globales sur le marché des produits professionnels.

Selon les données de l'AISE (Association Internationale de la Savonnerie, des détergents et produits d'Entretien), regroupant les 27 pays membres de l'UE, la Norvège et la Suisse, le marché des produits d'entretien pour collectivités et industriels a atteint en 2009 un chiffre d'affaires de 6,5 milliards d'euros.

En France, selon l'AFISE (Association Française des Industries de détergence, entretien et produits d'hygiène industrielle) le marché des produits d'entretien pour collectivités et industries a généré un chiffre d'affaires de l'ordre de 320 millions d'euros en 2009.

Ces données de marchés n'incluent pas les produits phytosanitaires, pour lesquels aucune donnée fiable n'est disponible.

Le marché national des produits d'entretien est caractérisé par la présence de nombreuses PME, venant derrière deux leaders de dimension mondiale : Ecolab et Johnson-Diversey-Lever. La part des deux grandes sociétés multinationales serait de l'ordre de 45% (source interne).

Ce marché est en profonde mutation, avec la mise en place d'une réglementation extrêmement contraignante et lourde tant en termes d'homologation de produits que des contraintes d'environnement au niveau de la fabrication. Ces réglementations sont à la fois européennes (Reach, Règlement classification, étiquetage, emballage) et nationales (Grenelle de l'environnement, affichage environnemental, réglementation des déchets dangereux spécifiques, etc.).

Les perspectives de développement reposent donc sur les accords avec les grands fournisseurs, sur l'obtention d'homologation, et enfin sur les capacités d'investissement et d'adaptation intégrant l'ensemble de ces contraintes.

- **Activité immobilière**

La société Prodef est confrontée à une offre importante et diversifiée de locaux de bureaux dits de seconde main dans le croissant ouest parisien.

4.8. Personnel des activités

Par catégories (en ETP et part du groupe)	2008	2009	1 S 2010
Cadres	91	91	88
Agents de maîtrise Techniciens	174	175	168
Représentants	11	15	14
Employés	85	75	75
Ouvriers	3783	3582	3475
TOTAL	4144	3884	3820
Par activités			
Holding	7	7	7
Produits d'entretien	118	116	110
Propreté	4019	3761	3703

4.9. Politique d'investissement

Holding

En tant que holding, Prodef SA ne réalise aucun investissement en matière de R&D ou industriels. La société consacre ses investissements à l'amélioration et à l'entretien de son patrimoine immobilier.

Hygiène & Nature

L'investissement industriel est récurrent et se décompose en :

- investissement technique correspondant à la modernisation des chaînes existantes et de leur environnement, ou à l'achat de nouvelles chaînes ;
- investissement sécurité et environnement, afin que les sites de production restent conformes aux normes de ce type d'installation,
- investissements en recherche et développement pour l'obtention d'homologation ou de nouveaux produits.

Un investissement dans un nouveau site industriel en Russie permettant de favoriser le développement de l'activité de la filiale DEO est envisagé dans les prochains mois. Le montant de l'investissement serait de l'ordre de 0,8 million d'euros.

4.10. Fournisseurs.

Pour l'activité des produits d'entretien, la dépendance technique et/ou réglementaire à l'égard des fournisseurs s'accroît, en raison de la hausse des coûts de développement et d'homologation des molécules dans le domaine des phytosanitaires et des désinfectants. Les matières premières achetées par la société à ses premiers fournisseurs sont principalement des composants chimiques et des extraits de parfums.

4.11. Moyens techniques utilisés

Locaux et installations industrielles

Prodef SA loue à Hygiène & Nature une usine située à Longvic près de Dijon. Ce site de production d'une superficie de 7 547 m² couverts regroupe une unité de production, un laboratoire, ainsi que le siège social. Le second site de production exploité par Hygiène & Nature, situé à Trappes, est loué à la SCI NFI, filiale à 100 % d'Hygiène & Nature, titulaire d'un contrat de crédit bail. Les autres biens immobiliers du groupe sont loués à des tiers sans relation avec le groupe.

Matériels

Les moyens de production d'Hygiène & Nature sont composés de cuves de stockage et mélangeurs, de plusieurs chaînes automatiques de conditionnement, d'unités de conditionnement de doses et d'un atelier de mélange des produits en poudre. Ces équipements permettent d'offrir une large gamme de conditionnements.

4.12. Marques / propriétés industrielles

La société Hygiène & Nature est propriétaire de son fonds de commerce de fabrication et de commercialisation de produits d'entretien. Elle est également propriétaire d'un portefeuille de marques commerciales, de logiciels informatiques, et de certaines homologations de produits.

Un contrat de concession commerciale d'une durée de cinq ans renouvelable, portant sur la distribution de produits sous des marques appartenant à Hygiène & Nature, a été consenti à la société de droit russe DEO. La société DEO dispose par ailleurs d'une licence d'Etat pour la fabrication de produits désinfectants.

4.13. Faits exceptionnels et litiges

Le groupe PRODEF est engagé dans quelques actions en justice qui résultent de la conduite normale de ses affaires. Le groupe estime que sa défense est adéquate et que les conséquences de ces litiges n'auront pas d'effet significatif sur les comptes consolidés du groupe ni sur ses résultats, bien qu'il ne soit toutefois pas possible de donner une quelconque assurance sur le dénouement final de ces litiges.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 12 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et/ou du groupe.

V. Principaux facteurs de risques

La société a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.

Les risques recensés ci-dessous correspondent aux risques post-cession de SIN & STES intervenue le 27 juillet 2010.

Le rapport du président du conseil de surveillance sur les procédures de contrôle interne est présenté dans le VI.1 Rapport financier annuel en page 32 du présent document.

5.1. Risques spécifiques liés aux activités

Risque environnemental

Dans le domaine de la fabrication de produits d'entretien et phytosanitaires, la société Hygiène & Nature organise son activité dans le respect des normes et des réglementations obligatoires, tant nationales qu'européennes.

Elle a renouvelé en 2009 la certification ISO 9001 version 2008 pour l'ensemble de ses activités en France.

Par ailleurs, les différentes actions engagées par Hygiène & Nature afin de limiter et contrôler l'impact de son activité sur l'environnement sont régulièrement poursuivies :

- ✓ Traitement de l'ensemble des rejets industriels :
Modernisation des installations : lutte contre le risque incendie, sécurité des travailleurs,
Mesure des rejets et des niveaux de bruit dans le cadre d'une étude d'impact,
Formation du personnel aux différents risques,
Mise en œuvre des actions nécessaires au respect des règles de transport des marchandises dangereuses ;
- ✓ Information de la clientèle sur la bonne utilisation des produits :
Une assurance des risques de pollution a été mise en place, afin de couvrir tout dommage accidentel en matière d'environnement.

Risque social

Aucun risque social particulier n'a été identifié.

Risque particulier

Aucun autre risque n'a été identifié.

5.2. Risques opérationnels

Risque clients

Dans le contexte économique de crise rencontré depuis la fin de l'année 2008, le risque de défaillances de clients s'est accru. Ces risques ont eu un impact sur le taux de provisions de l'activité produits d'entretien, ainsi que sur le taux d'occupation des surfaces locatives détenues par la holding. Un suivi rigoureux de l'encours client et une politique de diversification de la clientèle doivent permettre de limiter ces risques.

Risque fournisseurs

Pour l'activité de produits d'entretien, la dépendance technique et/ou réglementaire à l'égard des fournisseurs s'accroît, en raison de la hausse des coûts de développement et d'homologation des molécules dans le domaine des phytosanitaires et des désinfectants. Cette situation peut conduire à un réexamen de l'offre pour certaines gammes de produits, ainsi qu'à une hausse des prix de revient. Une recherche de diversification des sources d'approvisionnement, ou de modification dans les formules est poursuivie afin de limiter ce risque.

5.3. Risques liés aux marchés financiers

Risque de change

Un risque de change est identifié sur la Russie, toutefois, étant donné la faible part du chiffre d'affaires réalisé en Russie, le risque de change encouru par la société est très limité.

Risque de taux

Néant.

Risque sur actions

Néant.

Risque de liquidité

Après cette opération et dans l'hypothèse où 100% des actions objet de l'Offre seraient apportés, la trésorerie nette de Prodef resterait positive à hauteur de 24 millions d'euros.

La société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

5.4. Risques couverts par des contrats d'assurance

Holding

Prodef dispose de plusieurs contrats d'assurance :

- une assurance multirisque Levallois pour un montant des capitaux assurés de 19,5 millions d'euros ;
- une assurance risque civile pour 7 millions d'euros.

Hygiène & Nature

Le pôle Produits d'entretien dispose :

- d'une assurance multirisque industrielle à hauteur de 20 millions d'euros, et pertes d'exploitation pour 12 millions d'euros ;
- d'une assurance responsabilité civile pour 10 millions d'euros, à laquelle s'ajoute une garantie responsabilité civile après livraison de 7 millions d'euros, et une garantie en matière de risque environnemental à hauteur de 5 millions d'euros.

VI. Eléments financiers

6.1. Rapport financier annuel 2009

SOMMAIRE

RAPPORT DU DIRECTOIRE	22
RAPPORT SUR LES CONSÉQUENCES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES DE L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ	30
RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE	31
RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de Surveillance et sur les procédures de contrôle interne.	32
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES établi en application de l'article L225-235 du Code de commerce sur le rapport du Président du Conseil de Surveillance	35
HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	36
COMPTES CONSOLIDÉS AU 31/12/2009	37
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS	59
COMPTES SOCIAUX AU 31/12/2009	60
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS	70
RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS	71
DÉCLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL	72
RÉSOLUTIONS	73

RAPPORT DU DIRECTOIRE

PRÉSENTATION DU GROUPE ET FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE 2009

Le groupe PRODEF regroupe deux pôles d'activités économiques :

- la propreté et les services aux entreprises,
- la fabrication et la vente de produits d'entretien pour collectivités et professionnels.

Il assure en outre la gestion d'un patrimoine immobilier constitué d'un site industriel en région dijonnaise, et d'un immeuble de bureaux de 5 500 m² à LEVALLOIS-PERRET (92300).

Malgré un contexte économique dégradé qui a affecté nos activités, le groupe a globalement maintenu son activité avec un chiffre d'affaires à périmètre identique en retrait de 1,5 %. Différents éléments non récurrents ainsi qu'une gestion serrée ont contribué à l'amélioration du résultat consolidé, en progression par rapport à celui de 2008.

ACTIVITÉ DU GROUPE

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2009 s'est élevé à 132 795 K€ contre 134 966 K€.

La crise économique particulièrement profonde sur la première partie de l'année a affecté plus fortement la branche des produits d'entretien pour collectivités et professionnels. Un plan d'économies et de réorganisation a dû être mis en œuvre dès les premiers mois de 2009.

La branche propreté a mieux résisté, tout en constatant une décélération progressive de sa croissance tout au long de l'exercice.

La seconde partie de l'année a vu se stabiliser ces deux activités.

L'activité immobilière de la holding a été légèrement affectée sur le quatrième trimestre par la libération de quelques locaux arrivés en fin de bail. Sur l'ensemble de l'année, les revenus locatifs restent en progression et compensent en partie la faiblesse des produits financiers liée à des taux monétaires historiquement bas.

Par activité, la répartition et l'évolution du chiffre d'affaires se présentent ainsi, en K€ :

En K€	2009	2008	%
PROPRETÉ ⁽¹⁾	110 922	111 123	-0,2
PRODUITS D'ENTRETIEN ⁽²⁾	19 823	21 740	-8,8
PRODEF	2 230	2 103	6,0
TOTAL	132 975	134 966	-1,5

⁽¹⁾ Le chiffre d'affaires réalisé par la branche Propreté est intégré à 51 % dans le groupe.

⁽²⁾ A taux de change constant les produits d'entretien sont en repli de 5 %.

RÉSULTAT DU GROUPE

Le résultat consolidé, part du groupe, ressort à 2 266 K€ contre 1 875 K€ au 31 décembre 2008, soit un niveau supérieur à nos anticipations du à une stabilisation des activités en fin d'année, aux efforts de gestion et à certains éléments non pris en compte dans les prévisions.

L'amélioration du résultat opérationnel courant, qui s'établit à 4 052 K€ contre 3 388 K€ sur l'exercice précédent, est principalement le fait de l'activité propreté qui a réussi à stabiliser ses marges et à réduire ses frais fixes. Un réajustement des charges sociales sur provisions pour congés payés concourt également à cette amélioration.

Dans un contexte économique très défavorable, la branche des produits d'entretien a enregistré un tassement de son résultat opérationnel courant.

Enfin, les résultats de la holding PRODEF sont identiques à ceux de l'exercice précédent, l'amélioration de l'activité de location immobilière ayant compensé pour partie la baisse des produits de placement.

Après prise en compte de divers éléments exceptionnels de gestion et d'un ajustement positif sur le montant des engagements de retraite, le résultat opérationnel s'établit à 3 997 K€ contre 3 160 K€ en 2008.

Alors que les charges financières ont été globalement maintenues à leur niveau précédent, la baisse significative des produits financiers sous l'effet de la réduction des taux de placement pèse sur le résultat financier, qui s'établit à – 269 K€ contre 33 K€ en 2008.

La progression de la charge d'impôt sur le résultat, qui ressort à 1 257 K€ contre 1 038 K€, tient à la fiscalité différée en relation avec la variation des engagements de retraite.

Au cours des cinq dernières années, les principaux indicateurs ont évolué comme suit :

En K€	2005*	2006	2007	2008	2009
Chiffre d'affaires.....	109 363	116 342	126 986	134 966	132 975
Résultat opérationnel courant	622	3 750	2 685	3 388	4 052
Résultat net part du groupe.....	1 284	1 646	1 854	1 875	2 266

* à périmètre non comparable.

La marge brute d'autofinancement s'établit à 4 476 K€ contre 4 193 K€ en 2008.

Délais de règlement fournisseurs

La nouvelle réglementation en matière de délais de paiement a été mise en œuvre dans les différentes entités du groupe. Celle-ci s'est traduite par une réduction de 35 % du montant des dettes fournisseurs enregistrées au 31 décembre 2009. A cette date, les factures échues depuis plus de 60 jours étaient limitées à 4,12 % de l'ensemble des comptes fournisseurs, les décalages étant généralement liés à des délais de contrôle des engagements ou à des litiges en cours de règlement.

Le détail par échéance des dettes fournisseurs figure dans les notes d'annexe aux comptes consolidés (note 13).

ACTIVITÉ DES FILIALES

Propreté

L'activité de SIN&STES a été caractérisée par un fort ralentissement de la croissance du chiffre d'affaires durant la première partie de l'année. Toutefois une stabilisation sur le dernier trimestre 2009 permet de terminer l'année à un niveau voisin de celui de l'année précédente. Le retrait du chiffre d'affaires de cette activité provient également d'une contre-performance dans le secteur des espaces verts, qui n'a pas atteint ses objectifs.

Le renforcement de l'offre dans le segment de la santé et l'arbitrage de marchés effectué au cours des dernières années se révèlent aujourd'hui favorables. Plusieurs contrats devenus non rentables seront encore arrêtés au premier trimestre 2010. Sur l'ensemble de l'exercice, SIN&STES maintient sa position dans le groupe des principaux acteurs sur le marché français de la propreté et des services aux entreprises.

Les mesures prises depuis plusieurs mois, la bonne maîtrise des coûts fixes, ainsi qu'une diminution des provisions pour congés payés et des provisions pour risques ont permis d'améliorer la marge globale de l'entreprise, malgré le contexte économique dégradé et la concurrence toujours vive sur ce marché.

Le résultat opérationnel courant de cette branche s'est ainsi nettement redressé pour atteindre 4 283 K€ contre 2 897 K€.

Par ailleurs, un excédent de provision en matière d'indemnités de départ en retraite a été enregistré après l'ajustement du taux de charges sociales portant sur cet engagement. Un produit de 193 K€ avant impôt a été constaté à ce titre. D'autre part, une provision pour risque de 247 K€ a été enregistrée dans le cadre d'un contrôle Urssaf en cours.

Après comptabilisation de ces différents éléments, le résultat opérationnel de cette activité (pris à 100 %) s'établit à 4 455 K€ contre 2 371 K€ en 2008.

Grâce à un suivi rigoureux du compte clients et malgré la réduction des délais de règlements fournisseurs en conformité avec la loi, la trésorerie nette a continué de progresser sur l'ensemble de l'année. Néanmoins, la forte baisse des produits de placement de la trésorerie excédentaire pèse sur le résultat financier qui s'établit à 26 K€ contre 53 K€ sur l'exercice précédent.

Aucune opération de nature exceptionnelle n'est intervenue au cours de l'exercice.

Après prise en compte d'une charge d'impôt de 1 470 K€ contre 858 K€ sur 2008, le résultat de la branche Propreté ressort à 3 011 K€ contre 1 566 K€ en 2008.

Au cours des cinq derniers exercices, le résultat de cette branche (présenté à 100 %) s'établit ainsi :

En K€	2005	2006	2007	2008	2009
CRC 99-02					
Chiffre d'affaires.....	177 843	181 849	201 373	217 916	217 521
Résultat d'exploitation	-1 621	2 070	1 051	2 884	4 256
Résultat net	-2 209	986	1 386	1 566	3 011
IFRS					
Résultat opérationnel courant.....	-2 294	1 985	1 140	2 897	4 283
Résultat net.....	-2 209	986	1 386	1 566	3 011

Les activités de la propreté et des services aux entreprises devraient se maintenir en 2010 à un niveau voisin de 2009, malgré une conjoncture toujours difficile. La remise en cause des chantiers à rentabilité insuffisante et la poursuite des efforts de maîtrise des frais généraux devraient s'avérer favorables en termes de résultat pour l'exercice 2010.

Produits d'entretien

L'année 2009 a été marquée par la fusion en début d'exercice des différentes sociétés composant cette branche, au moyen d'une confusion de patrimoines dont a bénéficié la société anciennement dénommée PRODEF INDUSTRIE. Cette activité est aujourd'hui exercée par une seule entité économique sous la dénomination d'HYGIÈNE & NATURE. Ce changement de dénomination s'inscrit dans le cadre de l'évolution du marché et de son environnement, et marque la volonté de s'engager dans la voie du développement durable, aujourd'hui incontournable.

Outre le contexte économique général très dégradé qui a prévalu tout au long de l'exercice, le marché des produits d'entretien et de leurs dérivés est touché depuis ces dernières années par les bouleversements réglementaires (Reach, directive « Biocide »). Ceux-ci ont pour effet le retrait progressif du marché de composants essentiels, la diminution des volumes sur certaines gammes, et une plus grande dépendance à l'égard des grands groupes multinationaux.

Cette évolution, accentuée par la crise économique, a été particulièrement sensible au niveau des produits phytosanitaires, qui constituent une part importante des gammes commercialisées par HYGIÈNE & NATURE. Le marché des produits d'entretien a mieux résisté. A l'automne, la demande en produits désinfectants spécialisés dans le cadre de la prévention grippale a désorganisé le marché sans pour autant représenter une croissance nette des volumes sur l'ensemble du semestre.

Sur le marché russe, la société DEO détenue à 52% par HYGIÈNE & NATURE, a été confrontée non seulement à la violente crise économique qui a également sévi dans ce pays, mais aussi à la dévaluation du rouble qui a fortement pénalisé l'activité et le résultat.

Ces différents événements se traduisent par un recul global du chiffre d'affaires de près de 9 % (5% à taux de change constant), et une baisse du résultat opérationnel courant. Toutefois cette baisse a pu être en partie contenue grâce à des mesures d'économie prises dès le début de l'exercice, lesquelles, malgré leur coût, ont porté leurs fruits sur le dernier trimestre 2009 et permis de dégager un résultat opérationnel de 1 226 K€ contre 1 559 K€ en 2008.

L'endettement de cette branche est resté élevé. Les différents concours bancaires et le soutien de la holding ont pesé sur le résultat financier, qui s'établit à -530 K€ contre -468 K€ en 2008.

Sur l'ensemble de l'année, le résultat ressort à 482 K€ (avant prise en compte des intérêts minoritaires) contre 824 K€ en 2008.

Sur les cinq dernières années, l'évolution de l'activité et des résultats de cette branche se présente ainsi :

En K€	2005	2006	2007	2008	2009
CRC 99-02					
Chiffre d'affaires.....	17 307	22 011	22 595	22 152	20 211
Résultat d'exploitation	2 426	2 602	1 916	1 536	1 330
Résultat net	1 540	1 476	1 248	824	482
IFRS					
Résultat opérationnel courant.....	2 431	2 608	1 918	1 536	1 430
Résultat net.....	1 540	1 476	1 248	824	482

L'année 2010 a débuté dans un contexte économique toujours très dégradé sur le marché des produits d'entretien, par ailleurs en proie à de profondes mutations. Nos démarches de qualité et la recherche de produits innovants en matière de « développement durable » doivent cependant nous permettre de passer ce cap difficile tout en défendant notre position parmi les sociétés qui se développeront dans les années qui viennent.

PRODEF

Le chiffre d'affaires 2009 s'est élevé à 2 611 K€ contre 2 455 K€ en 2008. L'activité immobilière a été légèrement affectée sur le quatrième trimestre par la libération de quelques locaux arrivés en fin de bail, mais sur l'ensemble de l'année les revenus locatifs restent en progression.

Compte tenu de l'accroissement des revenus locatifs et d'une bonne tenue des frais généraux et malgré un alourdissement de certains frais d'études, le résultat d'exploitation s'établit à 438 K€ contre 375 K€ sur 2008.

L'important programme de travaux de rénovation de l'ensemble immobilier de LEVALLOIS s'est poursuivi en 2009. Après divers retards, il devrait voir son terme au premier semestre 2010. Cet investissement permettra de répondre à l'évolution de la demande sur le marché locatif de bureaux.

Le résultat financier enregistre une augmentation des dividendes de filiales et les produits de placement de la trésorerie. Sous l'effet d'une nette baisse des taux monétaires, le résultat financier s'établit à 868 K€ contre 983 K€ en 2008.

Aucun élément exceptionnel significatif n'a été enregistré.

Après une charge d'impôt de 249 K€ contre 303 K€ en 2008, le résultat net ressort au même niveau qu'en 2008, soit 982 K€ contre 981 K€.

L'évolution des résultats sociaux de PRODEF au cours des cinq dernières années s'établit comme suit :

En K€	2005	2006	2007	2008	2009
CRC 2004-6					
Chiffre d'affaires.....	2 019	2 223	2 387	2 455	2 611
Résultat d'exploitation	-1 115	128	108	375	438
Résultat financier.....	1 866	321	989	983	868
Résultat exceptionnel.....	1 462	-143	10	-74	-75
Résultat net.....	2 021	188	941	981	982

Les perspectives pour 2010 anticipent un tassement des revenus locatifs du à la baisse du taux d'occupation, ainsi qu'à une correction des indices de révision. Le résultat financier devrait rester du même ordre de grandeur avec des rendements toujours très faibles pour les revenus de placement.

GOUVERNANCE

Conseil de Surveillance - Directoire

Les informations et renseignements concernant les mandataires de la société durant l'exercice 2009 sont présentés en annexe à ce rapport.

Pour la bonne règle, il est précisé qu'aucun mandat de membre du Conseil de Surveillance ni du Directoire n'arrive à échéance avec la présente Assemblée Générale.

Commissaires aux Comptes

Le mandat de l'ensemble de nos Commissaires aux Comptes arrive à échéance avec la présente Assemblée. La société RICOL, LASTEYRIE & ASSOCIÉS ainsi que Monsieur Jean Charles de LASTEYRIE n'ont pas souhaité voir leur mandat renouvelé. Par ailleurs, le renouvellement du mandat de Commissaires aux Comptes ERNST & YOUNG est proposé en adéquation avec les structures de ce cabinet.

Il sera proposé à la présente Assemblée Générale de nommer en qualité de Commissaires aux Comptes, pour une durée de six ans qui prendra fin avec l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2015 :

- Titulaires :

- ERNST & YOUNG et Autres, SAS
41 rue Ybry - 92200 NEUILLY SUR SEINE
en remplacement de ERNST & YOUNG AUDIT, SAS.
- ADVOLIS, SA
13 avenue de l'Opéra - 75001 PARIS
en remplacement de RICOL, LASTEYRIE & ASSOCIÉS, SA.

- Suppléants :

- AUDITEX, SAS
11 Allée de l'Arche - Faubourg de l'Arche - 92400 COURBEVOIE
en remplacement de Monsieur François SOREL.
- Monsieur Damien BOURG
13 avenue de l'Opéra - 75001 PARIS
en remplacement de Monsieur Jean-Charles de LASTEYRIE.

Comité d'audit

Le Conseil de Surveillance assume dans son ensemble la mission de contrôle revenant au Comité d'audit selon les dispositions de la directive CE 2006/43.

Recommandations AFEP / MEDEF

La société a décidé de se référer aux recommandations AFEP/MEDEF du 6 octobre 2008 sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux des sociétés cotées à compter du 1er janvier 2009. La plupart des mesures visées par cette recommandation (plans d'option, actions gratuites, retraite supplémentaire, « parachute doré ») n'avait par ailleurs pas été mise en place, compte tenu de la taille de la société et la structure de son actionnariat.

Rémunérations - Avantages

Le Conseil de Surveillance perçoit des jetons de présence, dans la limite de l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale du 13 juin 2007, pour un montant de 48 000 €. Conformément aux résolutions de cette même Assemblée Générale, le Président du Conseil de Surveillance perçoit une rémunération fixe au titre de son mandat. Le détail de ces rémunérations, ainsi que celles versées aux membres du Directoire, est fourni en annexe au présent rapport.

Au 1er janvier 2009, il a été mis fin au contrat de travail du Président du Directoire, et un nouveau statut au titre de son mandat social a été défini. Outre une rémunération fixe, il pourra percevoir une rémunération variable égale à 1,5 % du résultat consolidé avant impôt, net des résultats exceptionnels pouvant provenir d'une cession d'actif. En cas de départ contraint ou lié à un changement de contrôle ou de stratégie, il pourra percevoir une indemnité d'un montant maximal égal à deux années de rémunération.

Aucun régime complémentaire ou supplémentaire de retraite n'a été souscrit au profit des mandataires sociaux, et aucun engagement à ce titre n'a été pris.

Aucun plan d'option de souscription, d'achat ou d'attribution gratuite d'actions au profit des mandataires sociaux n'a été consenti. Enfin, aucune prime d'arrivée ou de départ n'est prévue.

ÉVÈNEMENTS RÉCENTS ET PERSPECTIVES

Les premiers mois de l'exercice 2010 montrent une stabilisation de nos marchés à un niveau bien inférieur à celui observé en 2008 avant le début de la crise économique. Cette situation conjoncturelle qui pourrait durer quelques temps encore accélère les profondes mutations que connaissent le marché de la propreté et celui des produits d'entretien pour collectivités.

Concernant la propreté, si SIN&STES a bien résisté, cette activité est confrontée à d'importantes transformations de son environnement économique. Ces deux dernières années, une nouvelle vague de concentrations dans la profession a eu lieu, faisant émerger de puissants groupes de services aux entreprises offrant un large panel de services et imprimant leur marque sur le marché. Dans ce contexte, SIN&STES qui bénéficie d'une très bonne notoriété dans son domaine, doit renforcer ses positions tout en poursuivant l'amélioration de sa rentabilité.

Dans le domaine des produits d'entretien, d'hygiène et de désinfection pour industriels et collectivités, le marché aujourd'hui atomisé est en pleine mutation. L'importance des investissements à engager dans le cadre du développement durable avec ses contraintes réglementaires et environnementales, la nécessité de proposer de nouveaux produits écologiques dans des conditions optimales de sécurité, vont conduire les opérateurs à concentrer leurs moyens, offrant ainsi des opportunités nouvelles pour conforter la société HYGIÈNE & NATURE.

PRODEF qui a une longue histoire et la connaissance du marché des produits d'entretien, dispose de moyens significatifs pour développer cette activité et participer à sa consolidation.

L'année 2010 se présente ainsi comme une année encore difficile, mais où doit se profiler l'ouverture de nouvelles perspectives.

AFFECTATION DE RÉSULTAT - DIVIDENDE

Nous vous proposerons de poursuivre notre politique régulière de distribution de dividende et d'affecter le résultat de l'exercice qui s'élève à.....	981 679 €
majoré du report à nouveau de	<u>5 183 854 €</u>
soit un montant distribuable de	6 165 533 €
de la façon suivante :	
- dividende	479 984 €
- le solde au report à nouveau	<u>5 685 549 €</u>
	6 165 533 €

Le dividende net ressort à 8 € par action. La totalité de ce montant est éligible à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France, sauf en cas d'option pour le prélèvement forfaitaire libératoire prévu par l'article 117 quater du CGI. Il est rappelé que pour les trois derniers exercices, il a été distribué :

En €	2006	2007	2008
Dividende par action	8,00	8,00	8,00

L'Assemblée Générale fixe la date de paiement effectif du dividende au 28 juin 2010 aux guichets de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, sur la base des positions arrêtées au 25 juin 2010.

COMPOSITION DU CAPITAL

Le capital social, composé de 59 998 actions de 16 € nominal, s'élève à 959 968 €. Aucune variation dans le montant et la composition du capital n'est intervenue au cours de l'exercice.

Il n'existe pas d'instruments dilutifs tels que des bons de souscription d'actions, par exemple. Il n'existe pas davantage de plan d'épargne d'entreprise ou de fonds commun de placement d'entreprise comportant des actions de la société, ni plan de stock option donnant droit à l'attribution de titres de capital.

Les statuts de la société l'autorisent à s'informer à tout moment de l'identité et du nombre de titres au porteur détenus par les actionnaires.

RÉPARTITION DES DROITS DE VOTE – CONCERT – OPÉRATIONS RÉALISÉES PAR LES DIRIGEANTS

Droits de vote

Toute action inscrite au nominatif depuis plus de cinq ans détenue par une personne ressortissant de la communauté européenne bénéficie d'un droit de vote double.

A la date du 31 décembre 2009, le nombre total des droits de vote s'établit à 91 893. Aucune déclaration de franchissement de seuil n'a été portée à la connaissance de la société au cours de l'exercice 2009, ni depuis le début de l'exercice 2010.

Concert

Selon Décision et Information de l'AMF n° 206C2029 du 7 novembre 2006, les droits du concert existant entre différentes personnes physiques et morales de la famille de Messieurs Jean et Bernard FIEVET ont été publiés.

Au 15 mars 2010 et selon les informations communiquées à la société, la répartition du capital et des droits de vote est la suivante :

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital	Nombre de droits de vote	% Droits de vote
Actionnaires de concert ⁽¹⁾	46 437	77,40	77 741	84,60
Public.....	13 561	22,60	14 156	15,40
TOTAL	59 998	100,00	91 897	100,00

⁽¹⁾ soit : Monsieur Jean FIEVET* - Madame Dominique FIEVET* - Madame Anne Sophie DROULERS* - Monsieur Guillaume FIEVET* - Monsieur Antoine FIEVET* - J2F FINANCES* - Monsieur Bernard FIEVET** - Madame Marie-Laure de la PRESLE** - Monsieur Hugues FIEVET** - Monsieur Patrick FIEVET** - Société SERFI** - Société SODIFA LES EPINETTES.

* Ces actionnaires ont signé un engagement collectif de conservation de titres portant sur 21 000 actions de la société.

** Ces actionnaires ont signé un engagement collectif de conservation de titres portant sur 12 000 actions de la société.

Les statuts ne fixent pas d'obligation d'information en cas de franchissement d'un seuil de détention autre que ceux prévus par la loi.

Opérations réalisées par les dirigeants

Aucune opération relevant des articles 222-14 et 15 du Règlement général de l'AMF n'a été portée à la connaissance de la société au cours de l'exercice 2009.

COURS DE L'ACTION

L'action PRODEF est cotée à PARIS - Marché Euronext - Compartiment C - Code ISIN FR0000038176.

L'évolution du cours se présente ainsi :

En €	2005	2006	2007	2008	2009
Cours plus haut.....	598	465,90	500	503,80	302,50
Cours plus bas	331	389,30	430	290,00	243,00
Au 31 décembre.....	401	421,00	470	295,01	299,20
Volume moyen mensuel.....	879	298	111	75	94

La faible liquidité du titre confère au marché de l'action PRODEF un caractère particulièrement spéculatif.

PRINCIPALES PARTICIPATIONS

Au 31 décembre 2009, votre société contrôlait au sens de l'article L233-3 du Code de commerce les sociétés suivantes :

- SIN&STES, SIN&STES ESPACES VERTS, ESPACES VERTS CARON.
- HYGIÈNE & NATURE, SCI NFI, DEO.

A cette date, aucune de ces sociétés ne détenait d'action PRODEF.

* * *

En terminant ce rapport, nous voulons remercier les collaborateurs de l'ensemble des sociétés du groupe PRODEF pour le dévouement et la conscience apportés à leur travail tout au long de l'année.

Le Directoire

INFORMATIONS ET RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES MANDATAIRES DE LA SOCIÉTÉ DURANT L'EXERCICE 2009

(Article L. 225-102-1 du Code de commerce)

INFORMATIONS ET RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES MANDATAIRES DE LA SOCIÉTÉ DURANT L'EXERCICE 2009 (Article L. 225-102-1 du Code de commerce)					
Mandataire	Mandat social	Rémunérations versées *			Autres mandats
		Par la société	Par les sociétés contrôlées	dont variable	Groupe / Hors Groupe
<u>DIRECTOIRE</u>					
Jean FIEVET	Président	212 K€	-	30 K€	HYGIÈNE & NATURE, Président SIN&STES, Président du Comité Stratégique J2F FINANCES, Gérant SERFI, Président
Eric FIEVET	Membre	1 K€	-	-	HYGIÈNE & NATURE, Membre du Comité Stratégique
<u>CONSEIL DE SURVEILLANCE</u>					
Bernard FIEVET	Président	26 K€	-	-	SIN&STES, Membre du Comité Stratégique SERFI, Membre du Comité Stratégique SODIFA-LES ÉPINETTES, Gérant
Alain GIESECKE	Vice-Président	4 K€	-	-	NORDIC INVESTORS, Président SERFI, Membre du Comité Stratégique
Michel COCHET	Membre	4 K€	-	-	EUROMERGER Hollande, Président VARENNE ESTATE, Gérant VARENNE FINANCE, Gérant
Pierre DESCHAMPS	Membre	4 K€	-	-	EUROPE PME, Administrateur SAINT HONORÉ, Membre du Conseil de Surveillance SAINT HONORÉ CONVERTIBLE, Administrateur
Antoine FIEVET	Membre	4 K€	-	-	-
Guillaume FIEVET	Membre	4 K€	-	-	-
Luc FIEVET	Membre	4 K€	-	-	-
Patrick FIEVET	Membre	4 K€	-	-	-
Neal GIESECKE	Membre	4 K€	-	-	NORDIC INVESTORS, Directeur Général REGENIUM CAPITAL, Gérant
Bertrand HUTCHINGS	Membre	4 K€	-	-	-
Pierre NOBLET	Membre	4 K€	-	-	BANQUE POPULAIRE RIVES DE PARIS, Vice-Président délégué et Administrateur NATIXIS INTERTITRES, Président NATIXIS LLD, Administrateur NATIXIS PAIEMENTS, Administrateur SONODA, Président
Jean THOMAZEAU	Membre	4 K€	-	-	BANCWEST CORPORATION San Francisco, Administrateur BANK OF THE WEST San Francisco, Administrateur BANQUE SAFDIÉ Genève, Vice-Président BNP PARIBAS Egypte, Président EDF ENERGIES NOUVELLES Paris, Administrateur

* Ensemble des salaires, avantages en nature et rémunérations de mandats, fixes et variables, en valeurs brutes avant déduction des contributions sociales et fiscales directes.

RAPPORT SUR LES CONSÉQUENCES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES DE L'ACTIVITE DE LA SOCIETE

En sa qualité de holding, PRODEF n'exerce pas directement d'activité de nature à générer des conséquences environnementales ou sociales particulières. En conséquence, la société n'est pas concernée par les dispositions des articles R 225-104 et -105 du Code de commerce.

Cependant, certaines sociétés du groupe, à forte part de main d'œuvre ou dans le domaine de la fabrication de produits d'entretien, étant concernées par les conséquences sociales ou environnementales de leur activité, nous vous présentons ci-après les grandes lignes de la politique du groupe sur ces aspects.

Dans le domaine de la propreté, activité par nature à forte part de main d'œuvre, l'ensemble des dispositions légales, réglementaires et conventionnelles applicables au personnel des entreprises de propreté, ou les conventions collectives particulières à certains services, sont appliquées par notre filiale SIN&STES et ses filiales.

La société SIN&STES a mis en place un système qualité certifié par l'AFAQ suivant le modèle ISO 9001 : 2008, concernant l'ensemble de ses agences et son siège social, renouvelé le 5 décembre 2009 pour :

- la réalisation de prestations classiques et spécifiques de services de propreté dans les milieux industriel, tertiaire, agro alimentaire, santé, et nucléaire,
- la réalisation de prestations spécifiques de services de propreté dans les zones à empoussièrement contrôlé,
- la réalisation de prestations classiques de services de propreté dans les espaces de loisirs et la réalisation de prestations de voirie.

SIN&STES est également titulaire d'une certification MASE-UIC pour l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleurs, dans le cadre de chantiers portant sur des locaux industriels de sites chimiques de type Seveso.

Les filiales de SIN&STES intervenant dans l'entretien des espaces verts disposent des agréments nécessaires permettant un usage raisonné dans l'application des produits phytosanitaires.

Plus généralement, dans le cadre de la démarche Qualité Sécurité Environnement et de sa politique sociale, SIN&STES a mis en place :

- une maîtrise des impacts environnementaux liés à l'activité : contrôle des ressources, utilisation de produits biodégradables, optimisation des conditionnements, valorisation des déchets, utilisation de véhicules électriques et plan d'optimisation des déplacements domicile / travail des salariés sur certains sites,
- une veille réglementaire en matière de pollution, bruit, rejet des effluents, déchets,
- le développement d'une culture de la sécurité et de la prévention, la sensibilisation du personnel aux risques environnementaux,
- le référencement de gammes de produits d'entretien certifiées Eco-Label,
- des partenariats avec des fournisseurs de moyens de tri sélectif pour les déchets du tertiaire.

Dans le domaine de la fabrication de produits d'entretien et phytosanitaires, la société HYGIÈNE & NATURE est adhérente à l'«Engagement de Progrès» de l'industrie chimique pour l'amélioration de la sécurité, de la protection de la santé et de l'environnement. Elle organise ses activités dans le respect des normes et des réglementations obligatoires, tant nationales qu'européennes et est certifiée ISO 9001 version 2000.

HYGIÈNE & NATURE a obtenu pour une gamme de produits d'entretien l'Eco-Label européen. Reconnu dans l'ensemble des pays de l'Union Européenne, ce label, délivré en France par l'AFNOR, vise à valoriser l'impact environnemental des produits, lesquels doivent respecter des critères de toxicité, biodégradabilité, sécurité, performance, réduction des emballages, particulièrement exigeants.

Par ailleurs, les différentes actions engagées par HYGIÈNE & NATURE afin de limiter et contrôler l'impact de ses activités sur l'environnement ont été poursuivies en 2009 :

- traitement des rejets industriels, lutte contre le risque incendie, sécurité des travailleurs,
- mesure des rejets et des niveaux de bruit dans le cadre d'une étude d'impact,
- formation du personnel aux différents risques,
- mise en œuvre des actions nécessaires au respect des règles sur le chargement et le transport des marchandises dangereuses,
- information et formation de la clientèle sur la bonne utilisation des produits.
- contrôle de l'ensemble des étiquetages produits, dans le cadre de l'évolution des réglementations.

Le Directoire

RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Nous avons l'honneur de vous rendre compte de la mission qui nous est conférée par l'article L225-68 alinéa 6 du Code de commerce.

Le Directoire nous a régulièrement communiqué les comptes sociaux et les comptes consolidés, soit pour chacun d'eux, le bilan, le compte de résultat, l'annexe, ainsi que son rapport sur les opérations de la société et du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Nous avons constaté la régularité de ces comptes et n'avons aucune observation à formuler sur le rapport du Directoire et les perspectives de l'exercice 2009.

Pour la société PRODEF, l'exercice clos le 31 décembre 2009 se solde par un bénéfice net comptable de 981 679 € majoré du report à nouveau de 5 183 854 €, soit 6 155 533 € qu'il vous est proposé d'affecter ainsi :

- Distribution de dividende 479 984 €
- Report à nouveau 5 685 549 €

Nous sommes d'avis que vous pouvez approuver le bilan et les comptes de l'exercice 2009 tels qu'ils vous sont présentés.

Le Conseil de Surveillance

RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE **sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de** **Surveillance et sur les procédures de contrôle interne**

1. CONDITIONS DE PRÉPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Fréquence des réunions

Le Conseil de Surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, et au minimum une fois par trimestre. Au cours de l'exercice 2009, le Conseil de Surveillance s'est réuni cinq fois, dont quatre dans le cadre du calendrier établi en début d'année.

Modalités de convocation

Le Conseil de Surveillance est convoqué par son Président, par lettre simple ou électronique mentionnant l'ordre du jour, au moins huit jours avant la date de la réunion. Selon les statuts, la convocation peut être verbale.

Les Commissaires aux Comptes sont convoqués aux réunions qui portent sur l'examen et l'arrêté des comptes annuels et semestriels.

La présence de la moitié au moins des membres du Conseil de Surveillance est nécessaire pour la validité des délibérations. En 2009, le taux de présence a été de 78 %.

Préparation du Conseil de Surveillance

Chaque membre du Conseil dispose, avant la tenue des réunions consacrées à l'examen des comptes annuels ou intermédiaires, d'une situation complète des comptes sociaux et consolidés ainsi que des projets de rapports et des projets de communiqués devant être publiés.

Il n'existe pas de règlement intérieur du Conseil de Surveillance.

Rapports du Directoire

Lors de chaque réunion, le Directoire présente au Conseil de Surveillance un rapport écrit sur la situation de l'ensemble des sociétés du groupe et sur les perspectives, incluant le suivi des prévisions, la situation de trésorerie de la société et de ses filiales, ainsi que les principaux investissements envisagés.

Conseil de Surveillance

Composition

La liste des membres du Conseil de surveillance de la société incluant les fonctions exercées dans d'autres sociétés figure dans le rapport de gestion.

Réunions

Au cours de chaque réunion, le Directoire informe le Conseil de Surveillance du plan de marche de la société et de ses filiales opérationnelles, du déroulement des principales actions et du suivi des investissements engagés par la société et ses filiales, de la situation de trésorerie de l'ensemble des sociétés du groupe.

Outre les décisions relevant légalement ou statutairement des pouvoirs du Conseil de Surveillance, celui-ci a notamment débattu au cours de l'exercice 2009 :

- de l'évolution et des perspectives de l'activité Propreté,
- de l'intérêt d'une acquisition régionale dans ce domaine. Une conclusion négative a été donnée, compte tenu des caractéristiques de l'affaire présentée,
- de l'intérêt d'ouvrir le capital de SIN&STES, et des travaux préalables nécessaires à l'étude de faisabilité,
- des besoins de financement de la branche Produits d'entretien,
- des risques particuliers portant sur la société DEO,
- de la politique de placement de la trésorerie
- de l'adoption des recommandations AFEP / MEDEF sur la gouvernance d'entreprise, du statut du Président du Directoire et de sa rémunération,
- d'une éventuelle opportunité de transfert sur ALTERNEXT, qui n'a pas été retenue.

Les comptes annuels et semestriels sont arrêtés par le Directoire et présentés au Conseil de Surveillance, en présence des Commissaires aux Comptes.

Autorisations spécifiques

Conformément aux dispositions légales et statutaires, le Conseil de Surveillance doit autoriser préalablement la conclusion de certaines opérations.

A ce titre, une autorisation a été donnée au Directoire de consentir toute caution au nom de la société, dans la limite d'un plafond global de 1 M€, en garantie d'opérations souscrites par les sociétés contrôlées. Cette autorisation venait en complément de la garantie donnée par PRODEF à sa filiale HYGIÈNE & NATURE sous forme de lettres d'intention au profit d'un pool bancaire, dans la limite initiale de 6,7 M€ et pour une durée de sept ans, soit jusqu'à fin 2012.

Comité d'audit

Les missions revenant au Comité d'audit, dont la constitution a été rendue obligatoire selon la directive 2006/43 CE, recoupant celles dévolues au Conseil de Surveillance par la loi et les statuts, il a été retenu que ce dernier ferait fonction de comité d'audit au sens de la directive CE.

En matière de Code de gouvernement d'entreprise, notre société se réfère au Code de gouvernement d'entreprise AFEP / MEDEF des sociétés cotées, disponible sur le site du MEDEF : www.code-afep-medef.com

Rémunération

Le Conseil de Surveillance fixe le montant des rémunérations des membres du Directoire.

Les membres du Conseil de Surveillance disposent de jetons de présence pour un montant global de 48 000 €, répartis également entre ceux-ci. En outre, le Président du Conseil de Surveillance perçoit une rémunération fixe de 21 960 €.

Des rémunérations complémentaires peuvent être fixées pour des missions particulières. Aucune rémunération complémentaire n'a été versée au cours de l'exercice 2009.

2. PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE MISES EN PLACE PAR LA SOCIÉTÉ

Objectifs du contrôle interne

Le contrôle interne comprend l'ensemble des politiques et procédures mises en œuvre tant par la direction de la société que par celles des filiales opérationnelles, pour prévenir et maîtriser les risques résultant de l'activité desdites entreprises, les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptable et financier, ainsi que dans la conformité aux lois et réglementations des différentes activités.

Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

Moyens de contrôle

a) Contrôles de gestion – informations financières et comptables

La gestion de l'ensemble des sociétés du groupe est assurée dans le cadre d'objectifs à moyen termes et de budgets annuels. Elle est contrôlée au moyen d'un suivi analytique mensuel des résultats, rapporté au Président du Directoire.

Dans le secteur des produits d'entretien, la revue périodique des comptes est effectuée par des cabinets extérieurs. La filiale russe DEO fait l'objet d'une revue trimestrielle des comptes et d'un suivi budgétaire régulier effectué sur place par la direction de HYGIENE & NATURE.

Les opérations intéressant la société PRODEF sont réalisées sur la base de logiciels standards, et suivies périodiquement par un cabinet d'expertise comptable. Les comptes consolidés sont établis par un prestataire extérieur sur la base de documents harmonisés.

Dans la branche Propreté, les dispositions statutaires imposent l'autorisation du Président du Comité Stratégique de SIN&STES ou des Assemblées Générales des filiales concernées, préalablement à l'adoption d'un ensemble de décisions de gestion (adoption du budget, gestion de la trésorerie, nomination de fondés de pouvoirs, investissements au-delà d'un montant déterminé, conclusion de baux, de marchés importants, etc.) ou d'actes de disposition (cession ou concession de droits de propriété industrielle, acquisition ou cession de participation, octroi de garanties, etc.).

b) Contrôle des opérations – couverture des risques

Les procédures d'engagements font l'objet d'une formalisation propre à chaque entité, avec délégations limitées et / ou conjointes en fonction des niveaux hiérarchiques.

Les investissements sont réalisés dans le cadre de budgets annuels validés par la direction de chaque filiale, à laquelle participe le Président du Directoire de notre société.

Des procédures internes ont été formalisées dans l'ensemble des filiales opérationnelles pour assurer la sécurité des personnes, des produits et des installations.

Chaque structure juridique dispose d'une assurance de ses risques propres en termes de responsabilité civile, générale et professionnelle, ainsi que pour les sociétés industrielles, en couverture des risques environnementaux.

Risques particuliers

En raison de la structure réduite de la holding, il n'existe pas de séparation opérationnelle entre les engagements et les dépenses, dont le contrôle est effectué directement par le Président du Directoire.

Une attention particulière a été portée aux risques monétaires. La trésorerie disponible a été placée en certificats de dépôts auprès d'établissements financiers de premier ordre, ou sur des sicav de trésorerie strictement monétaires. Certains placements de disponibilités de la filiale russe DEO ont été réorientés, afin d'éviter un risque de défaillance d'établissement financier.

L'importance des effectifs dans la branche propreté génère un volume incompressible de contentieux prud'homaux. L'adéquation des provisions à ce titre fait l'objet d'un contrôle particulier.

Dans cette activité à forte part de main d'œuvre, les procédures ne permettent pas d'écarter totalement les risques de fraudes liés à l'exploitation, en raison du nombre de délégataires nécessaires au suivi des chantiers.

De même, le suivi de la réglementation sociale et son impact sur le calcul des charges sociales mobilisent des ressources particulières. Toutefois, la complexité de ces règles et le volume des informations à traiter ne permettent pas d'écarter tout risque de redressement.

Au plan financier, l'importance de certains chantiers dans la branche propreté est susceptible de présenter un risque en cas d'interruption du contrat avant l'échéance. Toutefois, en raison d'un accord de branche (« Annexe 7 »), l'impact réel de ce risque est limité. Un suivi rigoureux du compte client est assuré, mais dans la conjoncture économique dégradée, il ne peut couvrir l'ensemble des risques de défaillance.

Pour l'activité de produits d'entretien, la dépendance technique et / ou réglementaire à l'égard des fournisseurs s'est encore accentuée, après la mise en place effectives de restrictions réglementaires visant un certain nombre de formules de produits phytosanitaires et désinfectants.

La profonde crise économique frappant cette activité fragilisée par les nouvelles réglementations laisse présager des risques de défaillance de clients distributeurs, alors que dans le même temps les organismes d'assurance crédit se désengagent.

La gestion des risques industriels et environnementaux des établissements de production de l'entité HYGIÈNE & NATURE est assurée en conformité avec la réglementation et les recommandations des autorités publiques. Des délégations de pouvoirs particulières sont formalisées dans ces unités, et une formation aux risques de l'ensemble des personnels de cette branche est assurée. Toutefois, l'ampleur toujours plus grande des réglementations nationales et européennes (Règlement « REACH », Règlement « Biocides », etc.), ainsi qu'une émergence forte de la culture du risque chimique représentent un risque latent toujours plus grand sur l'ensemble des industries opérant dans le domaine qui est le nôtre.

Les risques géopolitiques pesant sur développement de l'activité de la société de droit russe DEO, détenue à 52 % en partenariat avec des opérateurs locaux restent importants.

Les procédures opérationnelles et les engagements souscrits par les filiales s'inscrivent dans le cadre de la certification ISO obtenue par ces entités (SIN&STES et HYGIÈNE & NATURE), ainsi que dans le cadre des procédures de délégation et de contrôle internes.

Le Président du Conseil de Surveillance

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
établi en application de l'article L225-235 du Code de commerce
sur le rapport du Président du Conseil de Surveillance

Exercice clos le 31 décembre 2009

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société PRODEF et en application des dispositions de l'article L225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L225-68 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil de Surveillance un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L225-68 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L225-68 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnel applicable en France.

INFORMATIONS CONCERNANT LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES RELATIVES A L'ÉLABORATION ET AU TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil de surveillance, établi en application des dispositions de l'article L225-68 du Code de commerce.

AUTRES INFORMATIONS

Nous attestons que le rapport du Président du Conseil de Surveillance comporte les autres informations requises à l'article L225-68 du Code de commerce.

PARIS et PARIS LA DÉFENSE, le 16 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes

RICOL, LASTEYRIE
Florence LAFARGUE

ERNST & YOUNG Audit
Laure-Hélène de LA MOTTE

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

(Art. 221-1-2 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers)

En €	ERNST & YOUNG		RICOL LASTEYRIE	
	2009	2008	2009	2008
Audit des comptes consolidés et annuels.....	25 750	25 000	18 100	17 500
Autres missions.....	98 000	25 000	-	-

COMPTES CONSOLIDÉS

BILAN CONSOLIDÉ - IFRS AU 31 DÉCEMBRE 2009

ACTIF

En K€	Note n°	2009	2008
Actifs non courants			
Immeubles de placement.....	5	4 089	3 667
Immobilisations corporelles	6	8 760	8 884
Goodwill.....	4	9 997	9 997
Autres immobilisations incorporelles.....	3	492	716
Actifs financiers.....		258	276
Actifs d'impôts différés.....		730	796
		24 327	24 336
Actifs courants			
Actifs financiers courants.....		53	470
Stocks.....	8	4 779	4 556
Clients et autres créances	9	29 311	33 773
Autres actifs courants		-	-
Trésorerie et équivalent de trésorerie : Valeurs mobilières de placement ...	10	9 716	9 684
Trésorerie		8 115	8 287
		51 974	56 770
TOTAL DE L'ACTIF		76 301	81 106

PASSIF

En K€	Note n°	2009	2008
Capitaux propres			
Capital	11	960	960
Autres réserves.....		20 591	19 661
Résultats cumulés non distribués		7 450	6 558
Intérêts minoritaires		1 730	1 604
		30 731	28 783
Passifs non courants			
Emprunts à long terme	13	3 926	5 224
Passifs d'impôts différés		1 261	1 267
Provisions non courantes	14	1 685	2 032
		6 872	8 523
Passifs courants			
Fournisseurs et autres créditeurs	12	8 501	11 995
Dettes fiscales et sociales	12	25 883	27 099
Emprunts à court terme	13	3 264	3 801
Provisions courantes	14	1 050	905
Autres passifs courants		-	-
		38 698	43 800
TOTAL DU PASSIF		76 301	81 106

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ - IFRS AU 31 DÉCEMBRE 2009

En K€	Note n°	2009	2008
Produits			
Produits des activités ordinaires		132 975	134 966
Autres produits d'exploitation.....		2 196	1 687
Variation des stocks de produits finis et des travaux en cours		580	-336
		135 751	136 317
Charges			
Marchandises et matières consommées		11 754	12 098
Charges de personnel	17	94 442	94 314
Dotations aux amortissements.....		3 438	3 222
Dépréciation des immobilisations corporelles		-	-
Autres charges d'exploitation.....	16	22 065	23 295
		131 699	132 929
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT		4 052	3 388
Autres produits et charges opérationnels		-55	-228
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		3 997	3 160
Produits financiers	18	587	877
Charges financières.....	18	856	844
Résultat net des cessions d'activités		-	-
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		3 729	3 193
Charge d'impôt sur le résultat	19	-1 257	-1 038
RÉSULTAT DE LA PÉRIODE.....		2 472	2 155
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE		2 266	1 875
Intérêts minoritaires		206	280
Nombre d'actions		59 998	59 998
Résultat net par action (en €).....	20	37,77	31,26
Résultat net dilué par action (en €)	20	37,77	31,26

ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2009

En K€	2009	2008
Résultat net.....	2 472	2 155
Ecart de conversion (1).....	-53	-152
Impôts.....	-	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.....	-53	-152
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS		
DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES.....	2 419	2 003
(1) Dont : part du groupe.....	-25	-88
part des intérêts minoritaires.....	-28	-64

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE 2009

En K€	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres Part du groupe	Capitaux propres Part des minoritaires	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2007.....	960	975	24 035	-25	25 945	1 601	27 546
Dividendes.....	-	-	-480	-	-480	-261	-741
Résultat de la période.....	-	-	1 875	-	1 875	280	2 155
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.....	-	-	-	-88	-88	-64	-152
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.....	-	-	1 875	-88	1 787	216	2 003
Autres mouvements.....	-	-	-73	-	-73	49	-24
Solde au 31/12/2008.....	960	975	25 357	-113	27 179	1 604	28 783
Dividendes.....	-	-	-480	-	-480	-108	-588
Résultat de la période.....	-	-	2 266	-	2 266	206	2 472
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.....	-	-	-	-25	-25	-28	-53
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.....	-	-	2 266	-25	2 241	177	2 418
Autres mouvements.....	-	-	62	-	62	57	119
Solde au 31/12/2009.....	960	975	27 205	-138	29 002	1 730	30 732

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 31 DÉCEMBRE 2009

(Etabli à partir du résultat net)

En K€	2009	2008
<u>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ</u>		
Résultat net des sociétés intégrées	2 472	2 155
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
▪ Amortissements et provisions.....	1 824	2 188
▪ Variation des impôts différés	175	-130
▪ Plus-values de cession.....	5	-6
▪ Quote-part de résultat des sociétés déficitaires en transparence fiscale.....	-	-14
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	4 476	4 193
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité ⁽¹⁾	-465	1 046
Flux net de trésorerie généré par l'activité	4 011	5 239
<u>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</u>		
Acquisitions d'immobilisations	-2 056	-3 323
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt.....	429	99
Incidence des variations de périmètre	-	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 627	-3 224
<u>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</u>		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-480	-480
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées.....	-108	-262
Nouveaux emprunts.....	-	7
Remboursements d'emprunts.....	-1 432	-1 518
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	- 2 020	-2 254
VARIATION DE TRÉSORERIE.....	364	-239
Trésorerie d'ouverture.....	15 894	16 324
Trésorerie de clôture.....	16 216	15 894
Incidence des variations de cours des devises.....	-42	-191
	364	-239

⁽¹⁾ La variation du BFR se répartit comme suit :

Stocks	-236	-491
Créances d'exploitation	6 966	-1 571
Dettes d'exploitation	-7 195	3 110

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2009

En K€

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES : LA SOCIÉTÉ

Les activités du groupe PRODEF s'organisent autour de deux pôles industriels et de services :

- la propreté et les services aux entreprises,
- les produits d'entretien.

La société PRODEF exploite en outre un patrimoine immobilier.

Les actions de la société PRODEF sont cotées Code ISIN FR0000038176 au Compartiment C – EURONEXT PARIS.

La société PRODEF SA a réalisé sur l'exercice 2009 un chiffre d'affaires de 2 611 K€ et dégagé un résultat net positif de 982 K€.

1.1 Principales règles et méthodes comptables

Les principales règles et méthodes comptables appliquées dans la préparation de ces comptes consolidés sont présentées ci-dessous. Sauf mention particulière, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

1.2 Référentiel comptable appliqué

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union Européenne et en application du Règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers du groupe PRODEF arrêtés au 31 décembre 2009 ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2009 et dont le règlement d'adoption était paru au Journal Officiel de l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm). Il comprend les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB), c'est-à-dire les IFRS, les normes comptables internationales (IAS) et les interprétations émanant de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (IFRIC).

Les états financiers consolidés ont été élaborés selon le principe du coût historique, à l'exception de certains éléments notamment les actifs et passifs financiers qui sont évalués à la juste valeur.

La société n'a pas appliqué par anticipation les normes et interprétations dont l'utilisation n'est pas obligatoire au 31 décembre 2009, dans la mesure où elles ne devraient pas avoir d'impact sur les états financiers du groupe.

Les nouvelles normes et interprétations suivantes sont d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2009 :

- IAS 1 révisée - Présentation des états financiers : le groupe a opté pour la présentation du résultat global sous forme de deux états distincts :
 - le compte de résultat consolidé tel qu'il existait auparavant,
 - l'état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

La nouvelle présentation est appliquée pour la clôture du 31 décembre 2009 et n'a pas d'impact significatif sur la présentation des comptes. En application de la Recommandation du CNC n° 2009-R-03, un état de synthèse consolidé supplémentaire intitulé "Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres" a été ajouté. Cet état reprend le résultat de la période et détaille ensuite les éléments de produits et charges constatés directement en capitaux propres.

- IFRS 8 – Secteurs opérationnels : cette norme a conduit à réviser l'information sectorielle présentée par le groupe, telle que précisé dans la note 1.5

La première application de ces normes constitue un changement de méthode comptable.

Aucune autre nouvelle norme IFRS ou interprétation de l'IFRIC, telles qu'adoptées par l'Union Européenne, et applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009, ne sont pertinentes par rapport aux activités du groupe.

L'application depuis le 1^{er} janvier 2009 des normes, amendements et interprétations suivants est sans impact sur les états financiers du groupe :

- IAS 23 révisée - Capitalisation des coûts d'emprunts,
- IFRS 2 révisée - Paiement fondé sur des actions : conditions d'acquisition des droits et annulation,
- IAS 38 révisée - Comptabilisation des frais de publicité et de promotion,
- IFRIC 13 - Programme de fidélisation des clients,
- IFRIC 14 - IAS 19 : Plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, exigence de financement minimal et leur interaction.

Nouvelle réglementation fiscale en France, applicable au 1^{er} janvier 2010 :

La loi de Finances pour 2010 a supprimé l'assujettissement des entités fiscales françaises à la taxe professionnelle à compter de 2010 et l'a remplacée par la Contribution Economique Territoriale (CET) qui comprend deux nouvelles contributions :

- la cotisation foncière des entreprises (CFE) assise sur les valeurs locatives de la Taxe Professionnelle actuelle,
- la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) assise sur la valeur ajoutée issue des comptes sociaux.

Le groupe comptabilise la taxe professionnelle en charges opérationnelles et considère à ce stade que la nouvelle réglementation fiscale constitue essentiellement une modification des modalités de calcul de l'impôt local français sans en changer fondamentalement la nature. En conséquence, ces deux nouvelles contributions seront donc classées en charges opérationnelles sans changement par rapport à celui retenu pour la taxe professionnelle.

Les comptes consolidés 2009 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Directoire de PRODEF le 30 mars 2010. Ils sont exprimés en milliers d'Euros (K€).

Par ailleurs, l'intégralité des états financiers ainsi présentés a été établie conformément aux principes suivants : compréhension, pertinence, exactitude et comparabilité.

La pertinence d'une information se caractérise à la fois par sa nature et son importance. Dans certains cas, seule la nature de l'information suffit à déterminer sa pertinence. Dans d'autres cas, les deux caractéristiques de l'information sont aussi nécessaires pour définir la pertinence.

Une information est pertinente si son omission ou une présentation erronée peut influencer une prise de décision sur la base de comptes consolidés. La matérialité dépend de l'impact pouvant en découler sur la prise de décision.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour l'évaluation de certains actifs et passifs portés au bilan, de produits et de charges comptabilisés et d'engagements mentionnés en annexe. Les résultats définitifs peuvent diverger de ces estimations.

1.3 Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation IFRS comprend au 31 décembre 2009 les sociétés suivantes :

Raison sociale	Siège	N° RCS	% de contrôle		Secteur d'activité	Méthode d'intégration
			2008	2009		
PRODEF, SA.....	LEVALLOIS-PERRET	562 070 714	Société consolidante		Holding	
HYGIÈNE & NATURE, SAS (1).....	LONGVIC	017 150 103	90,0	90,0	Produits d'entretien	IG
HYGIENA, SNC.....	LONGVIC	330 705 112	90,0	-	Produits d'entretien	IG
PFC, SNC.....	LONGVIC	414 723 593	90,0	-	Produits d'entretien	IG
HYGIASEPT, SARL.....	SEVREY	431 692 342	90,0	-	Produits d'entretien	IG
NET FLORE INDUSTRIE, SAS.....	TRAPPES	381 461 342	90,0	-	Produits d'entretien	IG
SCI NFI.....	TRAPPES	437 737 810	90,0	90,0	Produits d'entretien	IG
DEO, SARL.....	EKATERINBOURG	-	46,8	46,8	Produits d'entretien	IG
SIN&STES, SAS.....	PARIS	722 037 553	51,0	51,0	Service d'entretien	IP
SIN&STES ESPACES VERTS, SAS.....	EVRY	325 635 415	51,0	51,0	Espaces verts	IP
ESPACES VERTS CARON, SAS.....	PRINGY	311 889 372	51,0	51,0	Espaces verts	IP

(1) Précédemment PRODEF INDUSTRIE.

Les comptes des sociétés consolidées sont arrêtés au 31 décembre de chaque exercice présenté.

Variation de périmètre et événements significatifs de la période

La société PRODEF INDUSTRIE a absorbé par confusion de patrimoine, avec date d'effet au 1^{er} janvier 2009, les sociétés HYGIENA, HYGIASEPT, PFC et NET FLORE INDUSTRIE. La dénomination sociale de cette société bénéficiaire de ces apports est désormais "HYGIÈNE & NATURE".

1.4 Méthode de consolidation

Les sociétés sur lesquelles le groupe PRODEF exerce le contrôle sont consolidées par intégration globale, à l'exception des sociétés dont le contrôle est conjoint, qui ont été consolidées par la méthode de l'intégration proportionnelle. Le contrôle est présumé exister lorsque la société mère détient, directement ou indirectement, le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle de manière à tirer avantage de ses activités. Il résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans la filiale ;
- soit du pouvoir de désigner ou de révoquer la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de la filiale ou de réunir la majorité des droits de vote aux réunions de ces organes ;
- soit du pouvoir d'exercer une influence dominante sur une filiale, en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires.

Les filiales sont incluses dans le périmètre de consolidation à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré effectivement au groupe alors que les filiales cédées sont exclues du périmètre de consolidation à compter de la date de perte de contrôle.

La méthode de l'intégration globale mise en œuvre est celle par laquelle les actifs, passifs, produits et charges sont entièrement intégrés. La quote-part de l'actif net et du bénéfice net attribuable aux actionnaires minoritaires est présentée distinctement en tant qu'intérêts minoritaires au bilan consolidé et au compte de résultat consolidé.

Les incidences des transactions entre les sociétés du groupe sont éliminées.

1.5 Informations sectorielles

Le groupe a identifié le principal décideur opérationnel de l'entité comme étant le Directoire. Le Directoire revoit le reporting interne du groupe afin d'évaluer sa performance et de décider de l'allocation des ressources. Sur la base de ce reporting, la direction a déterminé les secteurs opérationnels.

Le Directoire analyse l'activité en fonction des principaux secteurs d'activité du groupe. Ces secteurs d'activité sont :

- la holding PRODEF (activité immobilière),
- les Produits d'entretien (HYGIÈNE & NATURE et ses filiales),
- la Propreté (SIN&STES et ses filiales).

Par ailleurs, ces activités sont, d'une manière globale, analysées sur une base géographique (France et Etranger, notamment représenté par la société DEO).

Le reporting interne utilisé par le Directoire est basé sur la présentation comptable des comptes suivant les principes IFRS, et inclut l'ensemble des activités du groupe.

Les principaux indicateurs de performance revus par le Directoire sont les produits des activités ordinaires, le résultat opérationnel courant, la charge d'amortissement. Par ailleurs, le Directoire suit quelques agrégats du bilan : immobilisations corporelles et financières en valeurs nettes ainsi que les acquisitions les concernant.

Le groupe n'a pas identifié de clients représentant plus de 10 % de ses produits des activités ordinaires.

1.6 Méthode de conversion des sociétés étrangères

La devise fonctionnelle de la société consolidante, PRODEF SA, est l'euro qui est également retenu comme devise de présentation des comptes consolidés.

Les états financiers des sociétés étrangères sont établis dans leur monnaie fonctionnelle, c'est-à-dire la monnaie locale.

Tous les actifs et passifs des entités consolidées dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro sont convertis au cours de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de l'exercice clôturé. Les écarts de change résultant de ce traitement et ceux résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont inclus sous la rubrique "écart de conversion" des capitaux propres consolidés.

Les différences de change dégagées lors de la conversion de l'investissement net dans les filiales étrangères sont comptabilisées dans les capitaux propres.

Lors de la cession d'une entité étrangère, ces différences de change sont reprises dans le compte de résultat comme élément du profit ou de la perte de cession.

Les écarts de conversion cumulés relatifs à la sous-filiale étrangère DEO n'ont pas été isolés à la date du bilan d'ouverture du 1^{er} janvier 2004, mais seulement à compter des exercices ultérieurs, ainsi que le permet la norme IFRS 1.

1.7 Goodwill (Ecart d'acquisition)

L'écart calculé entre le coût d'achat des participations acquises et la quote-part de capitaux propres correspondante est prioritairement affecté aux actifs et passifs identifiés de l'entreprise acquise, de telle sorte que leur contribution au bilan consolidé soit représentative de leur juste valeur.

L'écart résiduel est inscrit au poste "écarts d'acquisition" et affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie susceptible de bénéficier du regroupement d'entreprises.

Ultérieurement, les écarts d'acquisition sont évalués à leur coût diminué des éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur. En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat en résultat opérationnel.

1.8 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur. Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont revues à chaque clôture afin de traduire d'éventuelles pertes de valeur de chacun des actifs considérés.

Les contrats de location financement sont le cas échéant comptabilisés selon la méthode prévue par l'IAS 17. Ce retraitement consiste à reconnaître à l'actif la valeur du bien loué et au passif la dette financière correspondante. L'immobilisation est amortie sur sa durée de vie économique pour le groupe. La dette est amortie sur la durée du contrat de crédit bail.

L'amortissement comptable des immobilisations prend en compte les éventuelles valeurs résiduelles et utilise une approche par composants. Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs sont revues et le cas échéant ajustées à chaque clôture.

Le coût historique de chaque composant a été reconstitué de manière rétrospective, selon les modalités suivantes :

- d'après des éléments de coûts réels lorsque ceux-ci étaient distinctement identifiables dans les documents comptables antérieurs, ou,
- par application des règles de décomposition forfaitaires en cinq composants proposées par le Centre scientifique et technique du bâtiment (préconisées par l'avis 2003-E du CNC) dans les autres cas.

Lorsque les composants d'un actif corporel ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés séparément et amortis sur leur durée d'utilité propre. Les dépenses relatives au remplacement ou au renouvellement d'un composant d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées comme un actif distinct, et l'actif remplacé est éliminé.

Les amortissements sont calculés sur les durées d'utilisation probables suivantes :

- terrains non amortis
- constructions 20 ans
- matériels et outillages 5 à 10 ans

1.9 Suivi ultérieur de la valeur des actifs immobilisés

L'évaluation de la valeur d'entrée des actifs immobilisés est effectuée chaque année, ou plus fréquemment si des événements ou circonstances, internes ou externes, indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue.

Les tests de suivi de valeur des actifs immobilisés ont été réalisés en tenant compte du contexte de crise économique et d'une difficulté à appréhender les perspectives. Les résultats de ces tests sont présentés au paragraphe 4 des notes annexes.

En particulier, la valeur au bilan des écarts d'acquisition est comparée à la valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage. Afin de déterminer leur valeur d'usage, les actifs immobilisés auxquels il n'est pas possible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants sont regroupés au sein de l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) à laquelle ils appartiennent.

La valeur d'usage de l'UGT est déterminée par la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF).

La valeur recouvrable ainsi déterminée de l'UGT est ensuite comparée à la valeur contributive au bilan consolidé des actifs immobilisés (y compris les écarts d'acquisition), une provision pour dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si cette valeur au bilan est supérieure à la valeur recouvrable de l'UGT et est imputée en priorité aux écarts d'acquisition. Les pertes de valeur relatives aux écarts d'acquisition ne sont pas réversibles.

1.10 Immeubles de placement

Les immeubles de placement se définissent comme des biens immobiliers (terrain, bâtiment, partie de bâtiment) détenus en tant que propriétaire (ou preneur d'un contrat de location - financement) pour en retirer des loyers et / ou valoriser le capital (IAS 40) auprès de sociétés n'appartenant pas au périmètre.

Les immeubles de placement sont comptabilisés selon la méthode du coût historique amorti.

En application de l'approche par composants, le groupe a retenu les composants et les durées d'amortissements suivants :

Bâtiments	Enveloppe	Structure, façade Toiture Menuiseries extérieures	20 ans (a)
	Equipements standards	Installations, chauffage Plomberie sanitaire Electricité Câblage informatique Ouvrages complémentaires	15 ans
	Equipements spécifiques	Ascenseurs Climatisation Groupe électrogène	10 ans
	Agencements	Agencements	5 ans

(a) compte tenu d'une valeur vénale s'établissant à un montant supérieur à celui du coût historique, le taux d'amortissement s'établit sur une base nulle.

Le groupe PRODEF possède deux biens immobiliers à son actif répondant à cette définition des immeubles de placement. Les valeurs nettes comptables des immeubles concernés sont détaillées à la note n°5 de la présente annexe.

Cet actif immobilier a fait l'objet d'expertises immobilières faisant ainsi ressortir les évaluations suivantes :

Localisation des immeubles	Date de l'évaluation	Valeur d'expertise
LEVALLOIS	Décembre 2009	14 800
CHENÔVE	Décembre 2009	480

La valeur des actifs résultant de ces évaluations étant supérieure à ces mêmes actifs dans les comptes, aucune dépréciation n'a été constatée.

1.11 Actifs financiers courants et non courants

Les actifs financiers courants concernent exclusivement des prêts et des titres immobilisés considérés comme détenus jusqu'à l'échéance.

Les actifs financiers non courants concernent exclusivement des dépôts et cautionnements et autres créances à long terme.

Ces actifs financiers sont comptabilisés à la juste valeur à la date d'entrée au bilan et au coût amorti à chaque clôture. Toute perte de valeur de ces actifs est comptabilisée immédiatement en compte de résultat.

La classification et la désignation des actifs financiers sont réalisées lors de la comptabilisation initiale lorsque le groupe devient partie prenante dans les dispositions contractuelles de l'actif et sont reconsidérées à chaque clôture dans les conditions prescrites par la norme IAS 39.

Les achats et ventes d'actifs financiers (y compris les dérivés) sont comptabilisés à la date de règlement.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont les instruments non dérivés désignés dans cette catégorie ou ceux qui ne sont rattachés à aucune autre catégorie. Ils sont inclus dans les actifs non courants, sauf si la direction compte les vendre dans les douze mois suivant la date de clôture.

1.12 Stocks

Conformément à la norme IAS 2 « stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du « premier entré - premier sorti ». Il incorpore, sur la base d'un niveau d'activité normal les charges directes et indirectes de production. Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

Si la valeur de réalisation est inférieure à leur valeur évaluée des stocks, une provision est enregistrée.

1.13 Créances clients

Les créances clients et les autres créances sont comptabilisées initialement à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir. Elles sont comptabilisées ultérieurement à leur coût amorti.

Dès lors que des éléments sont de nature à faire présumer d'un risque réel et sérieux de non recouvrement d'une créance, une provision pour dépréciation des créances clients est constituée.

1.14 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des valeurs mobilières de placement, des fonds en caisse, des soldes de comptes bancaires et des chèques à encaisser. Les valeurs mobilières de placement sont essentiellement constituées de dépôts à terme et de SICAV monétaires.

Les SICAV monétaires dont la valeur de marché est proche de la valeur comptable sont enregistrées à leur coût d'achat. Lorsque la valeur comptable est inférieure au cours de bourse, ou à défaut, à la valeur probable de réalisation, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les dépôts à terme ont fait l'objet d'un calcul des intérêts à recevoir pour la période courante entre la date de souscription et la date de clôture.

1.15 Impôts sur le résultat

Les principes généraux en matière d'impôt sur le résultat suivants, en conformité avec la norme IAS 12 sont appliqués :

Un actif ou un passif d'impôt exigible est comptabilisé pour l'impôt sur le résultat à payer ou à recouvrer au titre de tous les exercices jusqu'à la date considérée.

Des passifs et des actifs d'impôt différé sont comptabilisés au titre de l'incidence fiscale future estimée des différences temporelles et des reports déficitaires. Toutefois, la valeur comptable des actifs d'impôt différé est limitée au montant qui pourra probablement être imputé sur les bénéfices imposables futurs.

L'évaluation des passifs et des actifs d'impôt exigible et d'impôt différé s'effectue sur la base de la législation fiscale adoptée ou quasiment adoptée, ce qui peut inclure les décisions de changements futurs.

Les passifs et les actifs d'impôt différé sont déterminés sur une base non actualisée.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés si les entités appartiennent au même groupe fiscal et si elles disposent d'un droit exécutoire à les compenser.

1.16 Emprunts

Les emprunts sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, nette des coûts de transaction encourus. Les emprunts sont ultérieurement maintenus à leur coût amorti, calculé sur la base du taux d'intérêt effectif.

1.17 Provisions

De façon générale, des provisions sont comptabilisées lorsque :

- le groupe a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé,
- qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation,
- que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

PRODEF a procédé à un recensement des engagements de retraites et avantages similaires couverts par la norme IAS 19.

Il s'agit :

- des avantages postérieurs à l'emploi qui incluent notamment les indemnités de départ à la retraite,
- des autres avantages à long terme (pendant l'emploi) qui recouvrent principalement les médailles du travail.

Ces avantages se caractérisent de deux manières :

- les régimes dits à cotisations définies qui ne sont pas porteurs d'engagement futur puisque l'obligation de l'employeur est limitée au versement régulier de cotisations,
- les régimes dits à prestations définies par lesquels l'employeur garantit un niveau futur de prestations : l'engagement lié à ces régimes a été évalué par PRODEF selon les règles IAS 19 et a été provisionné dans son intégralité.

Les engagements correspondants ont été estimés selon la méthode des unités de crédit projetées avec salaires de fin de carrière, en tenant compte des dispositions légales et des conventions collectives et en fonction d'hypothèses actuarielles tenant compte principalement de la rotation du personnel, des tables de mortalité et d'hypothèses d'augmentation de salaires et d'inflation. L'obligation au titre du régime à prestations définies a été calculée au titre de l'exercice par un actuair indépendant.

Les gains et pertes actuariels découlant d'ajustements liés à l'expérience et de modifications des hypothèses actuarielles sont intégralement comptabilisés en résultat de la période au cours de laquelle ces écarts sont dégagés. Le groupe ne possède aucun actif de couverture.

	31/12/2009	31/12/2008
Taux d'actualisation ⁽¹⁾	4,75 %	4,65 %
Taux inflation	2 % à 2,50 %	2,50 %
Modalités de départ	60 - 65 ans	60 - 65 ans
Taux de charges sociales.....	29 % - 40 %	40 %
Dettes à la clôture.....	1 620	1 974
Taux d'impôt différé	33,33 %	33,33 %
Impôt différé à la clôture	540	658

⁽¹⁾ Taux Bloomberg ZC corporate zone Euro AA+/AA

L'évolution de la provision pour indemnités de départ à la retraite est la suivante :

	31/12/2009	31/12/2008
Provision au début de l'exercice.....	1 974	1 672
Impact sur le résultat de l'exercice	-354	302
Mouvements de périmètre.....	-	-
Provision à la fin de l'exercice.....	1 620	1 974

La variation du taux d'actualisation, paramètre pris en compte dans la détermination de la provision pour indemnités de départ à la retraite, de plus ou moins un point de base, entraînerait une modification de l'engagement de retraite à la fin de cet exercice de plus ou moins 100 K€ environ.

1.18 Gestion du capital

Les éléments relevant de la gestion du capital de la société sont exclusivement ceux présentés dans le tableau de variation des capitaux propres.

Les modifications du capital et des droits attachés aux titres qui le composent sont soumises aux prescriptions légales, les statuts ne prévoyant pas de dispositions spécifiques.

L'objectif poursuivi par le groupe dans la gestion de son capital est d'assurer sa continuité d'exploitation en vue de procurer un certain rendement à ses actionnaires, de continuer ses relations avec ses autres partenaires, lesquels en tirent un certain nombre d'avantages, et de conserver une structure financière optimale tout en réduisant le coût de son capital.

Pour préserver ou ajuster la structure de son capital, le groupe peut ajuster le montant des dividendes versés aux actionnaires, distribuer des réserves ou rembourser du capital aux actionnaires, procéder à des augmentations de capital ou vendre des actifs pour réduire son endettement.

Le groupe n'a pas d'engagements contractuels de respect de ratios d'endettement.

Le groupe n'a opéré aucun changement par rapport à l'exercice précédent, sur les objectifs, la politique et la procédure de gestion de son capital.

1.19 Gestion des risques associés aux instruments financiers

De par ses activités, le groupe peut être exposé à différentes natures de risques financiers : risques de marché (notamment risque de change, risque de variation de valeur due au taux d'intérêt et tout autre risque de variation de prix), risque de crédit, risque de liquidité et risque de variation des flux de trésorerie dû à l'évolution des taux d'intérêt.

Le programme de gestion des risques du groupe, qui est centré sur le caractère imprévisible des marchés financiers, cherche à en minimiser les effets potentiellement défavorables sur la performance financière du groupe. Le management du groupe identifie, évalue et couvre les risques financiers en collaboration étroite avec les unités opérationnelles du groupe.

❖ Risque de marché

- Risque de change

Le groupe exerce une partie limitée de ses activités à l'international. Le risque de change porte sur des transactions commerciales futures, des actifs et passifs en devises enregistrés au bilan. A la clôture de l'exercice, le groupe est peu exposé au risque de change, la majorité de ces achats et ventes effectués à l'export étant libellés en euros.

- Risque de variation de prix

Le groupe est exposé de façon limitée, dans la branche Produits d'entretien, aux risques de prix sur les matières premières et marchandises, notamment sur les produits phytosanitaires. A la clôture de l'exercice, l'impact de ce risque sur les comptes du groupe est non significatif.

❖ Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque d'une perte financière occasionnée par le manquement d'un client ou d'une contrepartie à ses obligations en vertu d'un contrat. Ce risque concerne principalement les activités de crédits clients.

Le groupe n'a pas de concentration importante de risque de crédit. Il a mis en place des politiques lui permettant de s'assurer que les clients achetant ses produits ont un historique de risque de crédit approprié.

Compte tenu des méthodes de dépréciation des créances clients, la part à risques des créances échues et non provisionnées à plus de 120 jours à la clôture est non significative.

❖ Risque de liquidité

Une gestion prudente du risque de liquidité implique de conserver un niveau suffisant de liquidités et de titres négociables sur un marché, de disposer de ressources financières grâce à des facilités de crédit appropriées et d'être à même de dénouer ses positions sur le marché.

L'ensemble des excédents de trésorerie est placé par le groupe, à des conditions de marché, en SICAV monétaires, ou comptes de dépôt à terme consentis à des établissements financiers de premier rang. La trésorerie et les équivalents de trésorerie permettent au groupe de faire face à ses engagements sans risque de liquidité.

❖ Risque de flux de trésorerie et risque de prix sur taux d'intérêt

Le groupe ne détient pas d'actifs significatifs portant intérêt ; aussi son résultat et sa trésorerie opérationnelle sont-ils largement indépendants des fluctuations des taux d'intérêt.

Le risque de taux d'intérêt auquel le groupe pourrait être exposé provient des emprunts à long terme. Les emprunts initialement émis à taux variable exposent le groupe au risque de flux de trésorerie sur taux d'intérêt. Le groupe a pour politique de maintenir, de façon significative, ses emprunts en instruments à taux fixe.

2. INFORMATIONS SECTORIELLES

2.1 Principaux indicateurs d'activité par secteurs opérationnels

31/12/2008	Holding	Entretien	Propreté	Total
Eléments du compte de résultat (12 mois)				
Produits des activités ordinaires par secteurs	2 456	22 153	111 136	135 744
Produits des activités ordinaires intersecteurs.....	353	413	13	778
Produits des activités ordinaires aux clients externes	2 103	21 740	111 123	134 966
Dotations aux amortissements	171	330	1 399	1 900
Résultat opérationnel courant	375	1 536	1 477	3 388
Actifs sectoriels				
<i>Valeur nette des immobilisations</i>				
Immobilisations incorporelles	46	4 835	5 833	10 714
Immobilisation corporelles	6 129	3 617	2 805	12 551
Immobilisation financières	110	436	200	746
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-	76	142	218
Acquisitions d'immobilisations corporelles	853	294	1 468	2 615

31/12/2009	Holding	Entretien	Propreté	Total
Eléments du compte de résultat (12 mois)				
Produits des activités ordinaires par secteurs	2 611	20 211	110 936	133 758
Produits des activités ordinaires intersecteurs.....	381	388	13	782
Produits des activités ordinaires aux clients externes	2 230	19 823	110 922	132 975
Dotations aux amortissements	152	320	1 523	1 995
Résultat opérationnel courant	438	1 430	2 184	4 052
Actifs sectoriels				
<i>Valeur nette des immobilisations</i>				
Immobilisations incorporelles	46	4 780	5 664	10 490
Immobilisation corporelles	6 684	3 508	2 657	12 849
Immobilisation financières	109	10	192	311
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-	11	23	34
Acquisitions d'immobilisations corporelles	740	151	1 187	2 078

2.2 Principaux indicateurs d'activité par zones géographiques

31/12/2008	France	Etranger	Total
Eléments du compte de résultat (12 mois)			
Produits des activités ordinaires aux clients externes	130 724	4 242	134 966
Actifs sectoriels			
<i>Valeur nette des immobilisations</i>			
Immobilisations incorporelles	10 704	10	10 714
Immobilisation corporelles	12 497	54	12 551
Immobilisation financières	329	417	746

31/12/2009	France	Etranger	Total
Eléments du compte de résultat (12 mois)			
Produits des activités ordinaires aux clients externes	129 722	3 253	132 975
Actifs sectoriels			
<i>Valeur nette des immobilisations</i>			
Immobilisations incorporelles	10 482	8	10 490
Immobilisation corporelles	12 815	34	12 849
Immobilisation financières	311	-	311

3. AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Valeurs brutes	Licences	Coûts de développement	Autres
Au 31/12/2008	2 044	59	58
• Acquisitions	34	-	-
• Cessions	-24	-	-32
Au 31/12/2009	2 054	59	26

Amortissements	Licences	Coûts de développement	Autres
Au 31/12/2008	1 386	59	1
• Dotations	226	-	-
• Reprises	-23	-	-
Au 31/12/2009	1 588	59	1

4. GOODWILL (ECARTS D'ACQUISITION)

Le poste Goodwill, inscrit à l'actif à la fin de chaque période, se décompose de la manière suivante :

	31/12/2009	31/12/2008
Ecart d'acquisition SIN&STES	5 288	5 288
HYGIÈNE & NATURE	1 039	1 039
PFC	97	97
Ecart d'acquisition activités espaces verts	-	-
Ecart d'acquisition NET FLORE INDUSTRIE	3 573	3 573
Total	9 997	9 997

Conformément aux principes décrits au paragraphe 1.9 des annexes sur le suivi de la valeur des écarts d'acquisition, la société procède une fois par an à des tests de dépréciation sur tous les écarts d'acquisition présents au bilan. Dans ce cadre, et suite aux tests effectués, l'écart d'acquisition relatif aux sociétés d'espaces verts avait fait l'objet en 2005 d'une dépréciation pour 355 K€.

Les tests de dépréciation effectués sur l'exercice 2009, selon la méthode indiquée au paragraphe 1.9, ont été réalisés avec les principales caractéristiques suivantes :

- Prise en compte de flux de trésorerie actualisés sur 4 années
- Taux de croissance des flux de trésorerie : 1,5 %
- Taux d'actualisation retenus : entre 8 et 10 % selon les secteurs opérationnels

5. IMMEUBLES DE PLACEMENT

Valeur nette comptable	31/12/2009	31/12/2008
LEVALLOIS	3 994	3 555
CHENÔVE	95	11
Total	4 089	3 667

6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Valeur nette comptable	31/12/2009	31/12/2008
Terrains	643	643
Constructions	3 693	3 778
Installations, matériels et outillages	2 727	2 788
Autres immobilisations corporelles	439	637
Avances et acomptes	1 258	1 038
Total	8 760	8 884

7. MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS, DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

Valeurs brutes	Ouverture	Acquisitions	Cessions	Virement	Mouvements	Clôture
Ecart d'acquisition	10 425	-	-	-	-	10 425
Coûts de développement	59	-	-	-	-	59
Licences.....	2 044	17	-23	-	-1	2 037
Fonds commercial	24	-	-	-	-	24
Immobilisations en cours.....	2	17	-	-	-	19
Avances et acomptes	32	-	-	-32	-	-
Immobilisations incorporelles	2 161	34	-23	-32	-1	2 139
Terrains.....	143	-	-	-	-	143
Terrains immeubles placement	405	-	-	-	-	405
Terrains en crédit-bail.....	500	-	-	-	-	500
Constructions.....	2 585	17	-16	35	-	2 621
Constructions immeubles placement	5 863	550	-141	-	-	6 272
Constructions en crédit-bail.....	2 450	-	-	-	-	2 450
Matériel et outillage	10 933	1 124	-536	359	-7	11 873
Matériel et outillage crédit-bail	889	-	-	-	-	889
Autres immobilisations corporelles.....	3 067	135	-51	-330	-	2 821
Immobilisations en cours.....	1 038	252	-	-32	-	1 258
Immobilisations corporelles	27 873	2 078	-744	32	-7	29 232
Autres titres immobilisés	63	-	-	-	-	63
Prêts	417	-	-390	-	-27	-
Autres immobilisations financières.....	276	20	-37	-	-	259
Immobilisations financières	756	20	-427	-	-27	322
Total	41 215	2 132	- 1 194	-	-35	42 118

Amortissements et provisions	Ouverture	Dotations	Reprises	Mouvements	Clôture
Ecart d'acquisition	426	-	-	-	426
Coûts de développement	59	-	-	-	59
Licences.....	1 386	226	-23	-	1 589
Immobilisations incorporelles	1 445	226	-23	-	1 648
Constructions.....	1 086	116	-43	-	1 159
Constructions immeubles placement	2 601	101	-113	-	2 589
Constructions en crédit-bail.....	170	48	-	-	218
Matériel et outillage	8 439	1 124	-529	201	9 235
Matériel et outillage crédit-bail	596	204	-	-	800
Autres immobilisations corporelles.....	2 429	209	-50	-206	2 382
Immobilisations corporelles	15 321	1 802	-735	-5	16 383
Autres titres immobilisés	10	-	-	-	10
Autres immobilisations financières.....	-	-	-	-	-
Immobilisations financières	10	-	-	-	10
Total	17 202	2 028	-758	-5	18 467

8. STOCKS

	31/12/2009	31/12/2008
Montant brut à la clôture.....	5 309	4 809
Provisions	-530	-253
Montant net à la clôture	4 779	4 556
<i>Ventilation par catégorie des stocks en valeurs nettes</i>		
Matières premières.....	1 675	1 973
En cours de biens.....	104	32
Produits intermédiaires et finis	1 653	1 167
Marchandises	1 346	1 384
Total	4 779	4 556

9. CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

	31/12/2009	31/12/2008
Montant brut clients à la clôture	27 675	31 833
Provisions	-1 771	- 1 822
Montant net clients à la clôture	25 904	30 011
Autres créances.....	3 407	3 762
Total clients et autres créances	29 311	33 773
Non échus		
A moins de 30 jours.....	13 577	15 333
De 30 jours à 90 jours	6 835	7 701
A plus de 90 jours.....	670	449
Total.....	21 082	23 483
Echus non provisionnés		
A moins de 30 jours.....	2 778	3 568
De 30 jours à 60 jours	750	992
De 61 jours à 120 jours	468	1 679
A plus de 120 jours.....	81	164
Total.....	4 077	6 403
Provisionnés		
Inférieur ou égal à 50 %	602	560
Supérieur à 50 %.....	1 913	1 386
Total.....	2 516	1 946
Total brut clients à la clôture	27 675	31 833

10. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Il s'agit principalement de bons à court terme négociables et de SICAV monétaires. Conformément aux dispositions prévues par les normes IAS 32 et 39, ces postes sont considérés comme des actifs financiers détenus à des fins de transaction, évalués en juste valeur par le compte de résultat.

11. CAPITAL SOCIAL

Le capital social de la société mère consolidante était composé au 31 décembre 2008 de 59 998 actions de 16 € entièrement libérées. Il n'y a eu aucun changement sur l'exercice 2009.

La société ne possède pas d'instruments de capitaux propres tels que les bons de souscriptions d'actions par exemple.

12. DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

	31/12/2009	31/12/2008
Avances et acomptes reçus	1 622	1 684
Dettes fournisseurs	6 435	9 907
Dettes fiscales et sociales ⁽¹⁾	25 883	27 099
Dettes d'immobilisations.....	105	29
Autres dettes	32	56
Produits constatés d'avance	307	319
Total	34 384	39 094
⁽¹⁾ Le taux de charges sociales sur provisions de congés payés, de 40 % en 2008, a été ajusté en 2009 pour l'effectif ouvrier à 29 %, en cohérence avec le taux constaté, soit un montant de 750 K€.		
Non échus		
A moins de 30 jours.....	2 529	4 415
De 30 jours à 90 jours	3 007	4 662
A plus de 90 jours.....	58	84
Total	5 595	9 161
Echus		
A moins de 30 jours.....	419	365
De 30 jours à 60 jours	157	116
De 61 jours à 120 jours	95	98
A plus de 120 jours.....	170	167
Total.....	840	746
Total dettes fournisseurs	6 435	9 907

13. DETTES FINANCIÈRES

	31/12/2009	31/12/2008
<i>Dettes non courantes</i>		
Emprunts à long terme auprès d'établissements de crédit.....	3 686	4 971
Autres dettes financières.....	241	253
<i>Dettes courantes</i>		
Concours bancaires courants	1 615	2 077
Emprunts à court terme auprès d'établissements de crédit.....	1 285	1 410
Autres dettes financières.....	363	314
Total	7 190	9 025

Dont financement en crédit-bail et location-financement..... 1 554 1 937

Les emprunts à long terme constituent des autres passifs financiers au regard des dispositions de l'IAS 39 (crédit bancaire à taux fixes). A ce titre, ils sont évalués au coût amorti.

Echéancier des emprunts auprès des établissements de crédit :

Emprunts auprès des établissements de crédit	31/12/2009	31/12/2008
A moins d'un an	1 285	1 410
A plus d'un an et à moins de deux ans	1 218	1 293
A plus de deux ans et à moins de cinq ans	1 986	2 816
A plus de cinq ans	481	862
Total	4 971	6 381

Dont emprunts à taux fixe 4 971 6 381

Les redevances futures relatives aux contrats de crédit-bail et de location-financement sont les suivantes :

Emprunts auprès des établissements de crédit	31/12/2009	31/12/2008
A moins d'un an	346	487
A plus d'un an et à moins de deux ans	268	346
A plus de deux ans et à moins de cinq ans	773	783
A plus de cinq ans	515	773
Total des redevances futures.....	1 902	2 389
Part représentative des intérêts	-348	-452
Total du financement en crédit-bail	1 554	1 937

14. PROVISIONS

	Provisions pour risques	Provisions pour charges	Part à plus d'un an	Part à moins d'un an
Au 31/12/2008	676	2 262	2 032	905
Dotations	642	1		
Reprises utilisées	-419	-428		
Modifications du périmètre	157	-157		
Reprises non utilisées				
Au 31/12/2009.....	1 056	1 678	1 685	1 050

Dont provision pour indemnités de départ à la retraite..... 1 620

Les engagements de retraite sont évalués conformément aux hypothèses décrites au paragraphe 1.17.

Litiges et actions en justice

Le groupe PRODEF est engagé dans quelques actions en justice qui résultent de la conduite normale de ses affaires. Le groupe estime que sa défense est adéquate et que les conséquences de ces litiges n'auront pas d'effet significatif sur les comptes consolidés du groupe ni sur ses résultats, bien qu'il ne soit toutefois pas possible de donner une quelconque assurance sur le dénouement final de ces litiges.

15. INSTRUMENTS FINANCIERS

			Ventilation par catégorie d'instruments			
Actifs financiers	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs détenus à l'échéance
Actifs financiers non courants	258	258	-	-	258	-
Actifs financiers courants	53	53	-	-	-	53
Clients et autres créances	29 311	29 311	-	-	29 311	-
Trésorerie et équivalent de trésorerie :						
• Valeurs mobilières de placement	9 716	9 716	9 716	-	-	-
• Trésorerie	8 115	8 115	8 115	-	-	-
Au 31/12/2009	47 454	47 454	17 831	-	29 569	53

			Ventilation par catégorie d'instruments			
Actifs financiers	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Actifs détenus à l'échéance
Actifs financiers non courants	276	276	-	-	276	-
Actifs financiers courants	470	470	-	-	-	470
Clients et autres créances	33 773	33 773	-	-	33 773	-
Trésorerie et équivalent de trésorerie :						
• Valeurs mobilières de placement	9 684	9 684	9 684	-	-	-
• Trésorerie	8 287	8 287	8 287	-	-	-
Au 31/12/2008	52 490	52 490	17 971	-	34 049	470

La juste valeur des valeurs mobilières de placement est déterminée en fonction de prix cotés sur un marché actif.

			Ventilation par catégorie d'instruments	
Passifs financiers	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Dettes au coût amorti
Emprunts à long terme	3 926	3 926	-	3 926
Fournisseurs et autres créditeurs	8 501	8 501	-	8 501
Dettes fiscales et sociales	25 883	25 883	-	25 883
Emprunts à court terme	3 264	3 264	-	3 264
Au 31/12/2009	41 574	41 574	-	41 574

			Ventilation par catégorie d'instruments	
Passifs financiers	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Dettes au coût amorti
Emprunts à long terme	5 224	5 224	-	5 224
Fournisseurs et autres créditeurs	11 995	11 995	-	11 995
Dettes fiscales et sociales	27 099	27 099	-	27 099
Emprunts à court terme	3 800	3 800	-	3 800
Au 31/12/2008	48 118	48 118	-	48 118

16. AUTRES CHARGES

	31/12/2009	31/12/2008
Autres achats et charges externes	16 460	17 606
Impôts, taxes et versements assimilés	5 288	5 370
Autres charges	310	235
Charges exceptionnelles	8	84
Total	22 065	23 295

dont honoraires Commissaires aux comptes : audit	142	139
autres missions	98	25

17. CHARGES DE PERSONNEL

	31/12/2009	31/12/2008
Salaires et traitements.....	75 726	75 779
Charges sociales.....	18 716	18 535
Total	94 442	94 314

Effectif	Inscrit		Equivalent temps plein (1)	
	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2008
Cadres et assimilés	145	141	91	91
Agents de maîtrise, techniciens	335	327	175	174
Représentants	13	11	15	11
Employés	135	152	75	85
Ouvriers	10 551	11 313	3 528	3 783
Total	11 179	11 944	3 884	4 144
<i>Ventilation par secteur</i>				
Holding.....	7	7	7	7
Propreté.....	11 054	11 819	3 761	4 019
Produits d'entretien.....	118	118	116	118

(1) selon le pourcentage d'intégration.

18. RÉSULTAT FINANCIER

	31/12/2009	31/12/2008
Produits des autres valeurs mobilières	47	336
Autres intérêts et produits assimilés	156	326
Différences positives de change	378	156
Produits nets sur cessions de V.M.P	6	59
Reprises sur provisions et transferts de charges.....	-	-
Total produits financiers	587	877
Intérêts et charges assimilés.....	330	436
Différences négatives de change.....	526	408
Charges nettes sur cessions de V.M.P	-	-
Total charges financières	856	844
Résultat financier	-269	33

19. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

	31/12/2009	31/12/2008
Charge d'impôt courant	1 082	1 168
Charge d'impôt différé	175	-130
Total	1 257	1 038
Résultat comptable avant impôts	3 729	3 192
Taux théorique d'impôt	33,33 %	33,33 %
Charge fiscale théorique	1 243	1 064
Autres (différences permanentes et différence de taux d'impôt)	15	-26
Charge fiscale réelle	1 257	1 038
Taux effectif d'impôt	33,72 %	32,50 %

20. RÉSULTAT PAR ACTION

	31/12/2009	31/12/2008
Résultat groupe	2 266	1 875
Nombre d'actions.....	59 998	59 998
Résultat par action (en €).....	37,77	31,26
Résultat par actions dilué (en €)	37,77	31,26

21. PASSIFS ÉVENTUELS

Droit individuel à la formation

Conformément aux dispositions de la loi n°2004-391 du 4 mai 2004, relative à la formation professionnelle, les sociétés françaises du groupe accordent à leurs salariés un droit individuel à la formation d'une durée de vingt heures par année civile cumulable sur une durée maximale de six ans. Toutefois, l'accord de branche applicable au secteur de la propreté prévoit un droit annuel de 21 heures.

Au terme de ce délai et à défaut de son utilisation, l'ensemble des droits restera plafonné à 120 heures (ou 126 heures pour le secteur de la propreté). Au 31 décembre 2009, le montant des droits acquis par les salariés des sociétés françaises du groupe s'élève à 395 102 heures, soit un engagement de 204 161 heures pour le groupe PRODEF, ceci après avoir affecté du coefficient de 51 % les heures revenant à SIN&STES. A la clôture de l'exercice, aucune demande significative d'utilisation des droits n'a été présentée.

22. ENGAGEMENTS HORS BILAN DE L'ACTIVITÉ COURANTE

Engagements hors bilan de l'activité courante	31/12/2009	31/12/2008
Engagements donnés		
Lettres d'intention au profit des banques en couverture de prêts.....	3 014	3 971
Garantie de passif (1)	700	2 700
Total	3 714	6 671
Engagements reçus		
Avals et cautions (2).....	241	253
Garantie de passif (3)	500	500
Total	741	753

(1) Plafond de la garantie accordé dans le cadre des cessions :

• IDEAL.....	-	2 000
• ESSOR	700	700
Total.....	700	2 700

(2) Cautions bancaires

241 253

(3) Garanties reçues dans le cadre des acquisitions :

• NET FLORE INDUSTRIE	500	500
-----------------------------	-----	-----

Echéance des engagements hors bilan	Montant	A moins d'1 an	de 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Engagements donnés				
Lettres d'intention	3 014	957	2 057	-
Garantie de passif	700	-	700	-
Total	3 714	957	2 757	-
Engagements reçus				
Avals et cautions	241	-	241	-
Garantie de passif	500	500	-	-
Total	741	500	241	-

23. PARTIES LIÉES

Rémunération des mandataires sociaux

Conformément aux informations requises par IAS 24, le montant des rémunérations brutes versées aux membres du Directoire au cours de l'exercice 2009 s'est élevé à 213 K€ et celles versées au Président du Conseil de Surveillance à 22 K€. Le montant des jetons de présence versés aux membres du Conseil de Surveillance s'est élevé à 48 K€.

24. EVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA FIN DE L'EXERCICE

A la date d'arrêté des comptes par le Directoire dans sa réunion du 30 mars 2010, aucun fait postérieur à la clôture et susceptible d'avoir une incidence significative sur le patrimoine, la situation financière et le résultat opérationnel du groupe n'a été relevé. A la connaissance de la société, il n'existe pas de litige, arbitrage ou d'autre fait exceptionnel postérieur à la clôture susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la société et du groupe.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2009

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société PRODEF, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « 1.2 - Référentiel comptable appliqué » de l'annexe des comptes consolidés qui décrit les nouvelles normes et interprétations que votre société a appliquées à compter du 1^{er} janvier 2009.

II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans les notes 1.7, 1.9 et 1.10 des états financiers. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et les hypothèses utilisées. Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent et nous avons vérifié que ces notes donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

PARIS et PARIS LA DÉFENSE, le 16 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes

**RICOL, LASTEYRIE
Florence LAFARGUE**

**ERNST & YOUNG Audit
Laure-Hélène de LA MOTTE**

COMPTES SOCIAUX

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2009

ACTIF

En €	2009			2008
	Brut	Amortissements Provisions	Net	Net
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, marques.....	52 205	6 149	46 056	46 056
Immobilisations corporelles				
Terrains	503 859	-	503 859	503 859
Constructions.....	7 695 554	2 696 277	4 999 277	4 580 370
Installations techniques, matériels et outillages.....	2 464	2 464	-	-
Autres immobilisations corporelles	100 958	89 376	11 582	18 975
Immobilisations corporelles en cours.....	1 168 564	-	1 168 564	1 025 987
	9 471 399	2 788 117	6 683 282	6 129 191
Immobilisations financières				
Participations	9 430 970	-	9 430 970	9 430 970
Autres titres immobilisés	60 340	9 513	50 827	50 857
Autres immobilisations financières.....	58 061	-	58 061	59 074
	9 549 371	9 513	9 539 858	9 540 901
ACTIF IMMOBILISÉ.....	19 072 975	2 803 779	16 269 196	15 716 148
Avances & acomptes versés	9 603	-	9 603	45 702
Créances				
Clients et comptes rattachés.....	404 358	19 828	384 530	316 072
Autres créances d'exploitation	2 317 836	-	2 317 836	2 185 139
	2 722 194	19 828	2 702 366	2 501 211
Valeurs mobilières de placement.....	8 334 294	-	8 334 294	8 393 243
Disponibilités	44 939	-	44 939	31 513
ACTIF CIRCULANT	11 111 030	19 828	11 091 202	10 971 669
Charges constatées d'avance.....	11 205	-	11 205	9 621
TOTAL DE L'ACTIF	30 195 210	2 823 607	27 371 603	26 697 438

PASSIF

En €	Avant affectation		Après affectation	
	2009	2008	2009	2008
Capitaux propres				
Capital	959 968	959 968	959 968	959 968
Primes d'émission, de fusion, d'apport	821 912	821 912	821 912	821 912
Ecart de réévaluation	465 075	465 075	465 075	465 075
Réserve légale.....	152 994	152 994	152 994	152 994
Autres réserves.....	14 764 813	14 764 813	14 764 813	14 764 813
Report à nouveau	5 183 854	4 682 861	5 685 549	5 183 854
Résultat de l'exercice.....	981 679	980 977	-	-
Provisions réglementées	2 619 639	2 515 173	2 619 639	2 515 173
	25 949 934	25 343 773	25 469 950	24 863 789
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques	-	-	-	-
Provisions pour charges	57 931	123 448	57 931	123 448
	57 931	123 448	57 931	123 448
Dettes				
Emprunts et dettes financières diverses.....	240 856	253 196	720 840	733 180
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours...	-	-	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés.....	575 225	289 987	575 225	289 987
Dettes fiscales et sociales	277 619	435 120	277 619	435 120
Autres dettes.....	9 014	7 473	9 014	7 473
	1 102 714	985 776	1 582 698	1 465 760
Produits constatés d'avance	261 024	244 441	261 024	244 441
TOTAL DU PASSIF	27 371 603	26 697 438	27 371 603	26 697 438

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2009

En €	2009	2008
Produits d'exploitation		
Revenus des immeubles	2 389 511	2 255 364
Prestations et autres produits	221 373	200 000
Chiffre d'affaires	2 610 884	2 455 364
Reprises sur provisions et autres produits	90 243	31 628
	2 701 127	2 486 992
Charges d'exploitation		
Autres achats et charges externes	902 155	711 708
Impôts et versements assimilés	297 135	279 688
Salaires et traitements	625 680	651 863
Charges sociales	238 664	249 661
Dotations aux amortissements sur immobilisations	151 858	170 860
Autres charges	48 013	48 008
	2 263 505	2 111 788
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	437 622	375 204
Produits financiers		
Produits de participations	619 318	508 953
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	86 253	97 471
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et produits assimilés	162 284	376 498
	867 855	982 922
Charges financières		
Intérêts et charges assimilées	32	4
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
	32	4
RÉSULTAT FINANCIER	867 823	982 918
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	1 305 445	1 358 122
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	20 576	2 047
Sur opérations en capital	31	7 887
Reprises sur provisions et transferts de charges	95 144	101 391
	115 751	111 325
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	1 411	770
Sur opérations en capital	31	8 217
Dotations aux amortissements et aux provisions	188 895	175 974
	190 337	184 961
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-74 586	-73 636
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	1 230 859	1 284 486
IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	-249 180	-303 509
RÉSULTAT NET	981 679	980 977

TABLEAU DE FINANCEMENT AU 31 DÉCEMBRE 2009

En K€	2009	2008
RESSOURCES		
Capacité d'autofinancement		
Bénéfice de l'exercice	982	981
Dotations aux amortissements des immobilisations	152	171
Dotations aux provisions	170	176
Reprises sur provisions	-65	-123
Plus ou Moins-value sur cessions d'immobilisations	-	-
	1 239	1 205
Cessions ou réduction de l'actif immobilisé		
Immobilisations incorporelles	-	-
Immobilisations corporelles	-	8
Immobilisations financières	-	-
	-	8
Augmentation des dettes financières		7
Total Ressources	1 239	1 220
EMPLOIS		
Distributions mises en paiement au cours de l'exercice	480	480
Acquisitions d'actifs immobilisés		
Immobilisations incorporelles	-	-
Immobilisations corporelles	774	853
Immobilisations financières	-	-
	774	853
Réduction de dettes financières	12	-
Total emplois	1 266	1 333
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL	-27	-113
Variation des actifs d'exploitation		
Créances	201	-851
Charges constatées d'avance	1	-1
Avances et acomptes versés sur commande	-36	46
	166	-806
Variation des dettes d'exploitation		
Avances et acomptes reçus sur commande	-	280
Dettes fournisseurs	-285	91
Dettes fiscales et sociales	157	99
Autres dettes	-2	-2
Produits constatés d'avance	-17	-245
	-147	223
BESOIN (DÉGAGEMENT) DE L'EXERCICE EN FONDS DE ROULEMENT D'EXPLOITATION	19	-583
VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	-46	470
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT NET GLOBAL	-27	-113

RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

En €	2005	2006	2007	2008	2009
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	959 968	959 968	959 968	959 968	959 968
Nombre d'actions ordinaires existantes	59 998	59 998	59 998	59 998	59 998
OPÉRATIONS ET RÉSULTAT DE L'EXERCICE					
Chiffre d'affaires hors taxes	2 018 527	2 223 004	2 387 035	2 455 364	2 610 884
Résultat avant impôts, amortissements et provisions	1 320 173	675 514	1 380 763	1 508 212	1 475 455
Impôts sur les bénéfices	192 142	117 568	166 696	303 509	249 180
Résultat après impôts, amortissements et provisions (résultat net)	2 020 730	188 215	940 578	980 578	981 679
Résultat distribué	419 986	479 984	479 984	479 984	479 984
RÉSULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts, mais avant amortissements et provisions.....	18,80	9,29	20,24	20,08	20,44
Résultat après impôts, amortissements et provisions (résultat net)	33,67	3,13	15,68	16,35	16,36
Dividende attribué à chaque action.....	7,00	8,00	8,00	8,00	8,00
PERSONNEL					
Effectif des salariés.....	9	8	9	7	7
Montant de la masse salariale	1 151 091	655 541	869 001	651 863	625 680
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	307 173	241 593	263 055	249 661	238 664

ANNEXE AU 31 DÉCEMBRE 2009

En €

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.

La société applique depuis le 1^{er} janvier 2005 les nouvelles règles comptables relatives à la définition, la valorisation, l'amortissement, la dépréciation des actifs et notamment les règlements 2002-10 du 12 décembre 2002 et 2004-6 du 23 novembre 2004 du Comité de la Réglementation Comptable.

La méthode rétrospective a été utilisée pour l'évaluation des soldes (valeurs brutes et amortissements) des comptes d'immobilisation à l'ouverture de l'exercice 2005, par application de la démarche suivante :

- Identification de la structure et des composants des immobilisations corporelles décomposables.

- Identification de la durée d'utilisation de chacune des immobilisations corporelles (au niveau de la structure et des composants, en ce qui concerne les immobilisations corporelles décomposables) et incorporelles.
- Calcul des amortissements linéaires cumulés courus depuis l'origine jusqu'au 31 décembre 2004 pour l'ensemble des immobilisations de l'entreprise, en fonction de leur durée d'utilisation.
- Comptabilisation au 1^{er} janvier 2005 des amortissements calculés sur les durées d'utilisation. Les écarts constatés par rapport aux valeurs obtenues en retenant les valeurs d'usage ont été comptabilisés par la contrepartie des capitaux propres (compte "Report à nouveau").

Au plan fiscal, les amortissements ont été comptabilisés sur les durées d'usage à chaque fois que la législation fiscale le permettait, en particulier pour :

- les immobilisations non décomposables,
- la structure des immeubles autres que les immeubles de placement (immeuble de LONGVIC).

Les compléments d'amortissement constatés par rapport aux montants calculés sur les durées d'utilisation ont été comptabilisés au 1^{er} janvier 2005 pour leur montant net d'impôt par la contrepartie des capitaux propres (compte "Report à nouveau").

L'amortissement de la structure de l'immeuble de placement a été calculé sur la durée d'utilisation de cette structure. La base des calcul des amortissements comptables de ces biens réduite de leur valeur vénale estimée au terme de leur durée d'utilisation étant nulle, les dotations constatées, calculées pour les besoins de l'établissement du résultat fiscal, ont été comptabilisées au 1^{er} janvier 2005 par la contrepartie des capitaux propres (en "Amortissements dérogatoires").

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

La valeur brute des titres est constituée par le coût d'achat (y compris les frais d'acquisition des titres) ; celle-ci a été éventuellement réévaluée conformément aux dispositions légales. Des provisions pour dépréciation peuvent être constituées si la valeur comptable est supérieure à la valeur actuelle. La valeur actuelle est la valeur la plus élevée entre la valeur vénale et la valeur d'usage, cette dernière étant déterminée par la rentabilité et les perspectives d'avenir de chaque participation.

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Néant.

EVÈNEMENT POSTÉRIEUR À LA CLÔTURE

Néant.

COMPLÉMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT

1. IMMOBILISATIONS

Valeurs brutes	31/12/2008	Acquisitions	Diminutions	31/12/2009
Immobilisations incorporelles				
Licences, marques, logiciels	52 205	-	-	52 205
Immobilisations corporelles				
Terrains.....	503 859	-	-	503 859
Constructions.....	7 254 508	597 335	156 289	7 695 554
Installations techniques, matériels, outillages.....	2 465	-	-	1 465
Autres immobilisations	100 959	-	-	100 959
Immobilisations corporelles en cours	1 025 986	177 132	34 555	1 168 564
	8 887 778	774 467	190 844	9 471 401
Immobilisations financières				
Participations	9 430 970	-	-	9 430 970
Autres titres immobilisés	60 370	-	30	60 340
Autres immobilisations financières et prêts.....	59 075	-	1 014	58 061
	9 550 414	-	1 044	9 549 371
Total	18 490 398	774 467	191 888	19 072 977

2. AMORTISSEMENTS POUR DÉPRÉCIATION

	31/12/2008	Dotations	Reprises	31/12/2009
Immobilisations incorporelles				
Licences, marques, logiciels	6 149	-	-	6 149
Immobilisations corporelles				
Terrains.....	-	-	-	-
Constructions.....	2 674 138	178 427	156 288	2 696 277
Installations techniques, matériels, outillages.....	2 464	-	-	2 464
Autres immobilisations	81 983	7 392	-	89 375
	2 758 585	185 819	156 288	2 788 116
Total	2 764 734	185 819	156 288	2 794 265

3. AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

	31/12/2008	Dotations	Reprises	31/12/2009
Constructions.....	2 515 173	135 107	30 640	2 619 640

4. FILIALES ET PARTICIPATIONS

Participations supérieures à 10 %

Nom	Forme sociale	Capital social	Autres capitaux propres	Part de capital détenue en %	Montant des titres au bilan Brut	Net
SIN&STES.....	SAS	9 714 768	4 400 195	51	5 999 662	5 999 662
HYGIENE & NATURE	SAS	1 718 160	3 794 541	90	3 431 308	3 431 308
					9 430 970	9 430 970
Nom		Chiffre d'affaires	Résultat de l'exercice	Dividendes encaissés	Cautions et avals	Avances en compte courant
SIN&STES.....		219 259 285	2 687 110	619 318	-	79
HYGIENE & NATURE		18 181 154	447 216	-	3 014 286	2 156 360

5. ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES DETTES A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

CRÉANCES	Montant	A 1 an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Autres immobilisations financières.....	58 061	-	58 061
De l'actif circulant			
Autres créances clients	404 358	404 358	
Créances fiscales et sociales	71 109	71 109	
Groupe et associés	2 156 438	2 156 438	
Débiteurs divers.....	90 289	90 289	
Charges constatées d'avance	11 205	11 205	
Total	2 791 460	2 733 399	58 061

DETTES	Montant	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Dettes financières diverses	240 856	-	240 856	-
Fournisseurs et comptes rattachés	473 418	473 418		
Dettes fiscales et sociales	277 620	277 620		
Autres dettes	9 014	9 014		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	101 807	101 807		
Produits constatés d'avance	261 024	261 024		
Total	1 363 739	1 122 883	240 856	

6. ÉLÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES ET LES PARTICIPATIONS

	Montant concernant les entreprises	
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation
Participations	9 430 970	-
Créances clients et comptes rattachés	42 320	-
Autres créances	2 156 439	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 390	-
Autres dettes	-	-
Charges financières	-	-
Produits financiers	705 570	-

7. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Il s'agit de certificats de dépôts, comptes à terme et titres de SICAV monétaires. Au 31 décembre 2009, l'écart entre les valeurs historiques et les valeurs liquidatives des titres n'est pas significatif.

8. CAPITAUX PROPRES

8.1 Variation de la situation nette

	31/12/2008	Distribution dividendes	Autres affectations	Mouvements Amortissements dérogatoires	Résultat de l'exercice 2009	31/12/2009
Capital	959 968	-	-	-	-	959 968
Prime d'émission, fusion, apport	821 912	-	-	-	-	821 912
Ecart de réévaluation	465 075	-	-	-	-	465 075
Réserves légales	152 994	-	-	-	-	152 994
Autres réserves	14 764 813	-	-	-	-	14 764 813
Report à nouveau	4 682 861	-	500 993	-	-	5 183 854
Résultat de l'exercice	980 977	-479 984	-500 993	-	981 679	981 679
Provisions réglementées	2 515 173	-	-	104 467	-	2 619 640
Total	25 343 773	-479 984	-	104 467	981 679	25 949 934

8.2 Capital

Au 31/12/2009, le capital de la société est composé de 59 998 actions de 16 € entièrement libérées.

Les actions sont cotées par Euronext Paris - Compartiment C - Code ISIN : FR0000038176.

9. PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

	31/12/2008	Dotations	Reprises	31/12/2009
Provisions réglementées				
Amortissements dérogatoires	2 515 173	135 107	30 640	2 619 640
Provisions pour risques et charges				
Autres provisions pour risques et charges	123 448	-	65 517	57 931
Provisions pour dépréciation				
Sur autres immobilisations financières	9 513	-	-	9 513
Sur compte clients	-	19 828	-	19 828
Total	2 648 134	154 935	96 157	2 706 912

10. RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	2009	2008
Avec des sociétés du groupe PRODEF	454 310	426 606
En dehors du groupe PRODEF	2 156 574	2 028 758
Total du chiffre d'affaires (FRANCE)	2 610 884	2 455 364

11. VENTILATION DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

	Avant impôt	Impôt correspondant	Après impôt
Résultat courant	1 305 445	249 180	1 056 265
Résultat exceptionnel	-74 586	-	-74 586
Résultat net	1 230 859	249 180	981 679

12. RÉSULTAT HORS ÉVALUATION FISCALE DÉROGATOIRE

	31/12/2009	31/12/2008
Résultat de l'exercice	981 679	980 977
Impôt sur les bénéfices	249 180	303 509
Résultat avant impôt	1 189 294	1 284 486
Amortissements dérogatoires	104 467	100 862
Résultat avant impôt, hors évaluations fiscales dérogatoires	1 293 761	1 385 348

13. RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

	31/12/2009	31/12/2008
Produits exceptionnels		
• Sur opérations de gestion.....	20 576	2 047
• Sur opérations en capital :		
• Produits cession d'immobilisations corporelles.....	-	34
• Produits cession d'immobilisations financières.....	31	7 854
• Reprise d'amortissements dérogatoires.....	30 640	36 888
• Reprise de provision pour impôts.....	64 504	64 503
	115 751	111 326
Charges exceptionnelles		
• Sur opérations de gestion.....	1 411	770
• Sur opérations en capital :		
• VNC des immobilisations corporelles cédées.....	-	362
• VNC des immobilisations financières cédées.....	30	7 854
• Dotation aux amortissements exceptionnels.....	53 788	38 224
• Dotation aux amortissements dérogatoires.....	135 107	137 751
	190 336	184 961
Résultat exceptionnel	-74 585	-73 635

14. ENGAGEMENTS

	31/12/2009	31/12/2008
Engagements donnés		
• Engagements de retraite (non provisionnés)	106 700	138 800
• Droits individuels à la formation (en heures).....	490	503
• Garantie de passif ⁽¹⁾	-	2 000 000
• Lettres d'intention au profit des banques en couverture de prêts souscrits par HYGIÈNE & NATURE	3 014 286	3 971 429
Engagements reçus		
• Cautions (locataires).....	240 856	253 196

⁽¹⁾ Plafond de la garantie consentie dans le cadre de la cession :

• IDEAL (2 000 000 €), expirée au cours de l'exercice.

Au cours de l'exercice 2006, l'acquéreur de la société IDEAL a notifié à PRODEF une réclamation au titre de la garantie de bilan accordée. La société estime disposer d'éléments suffisants pour s'opposer à cette demande, qui n'a donné lieu à aucune demande chiffrée.

15. RÉMUNÉRATIONS ALLOUÉES AUX MEMBRES DU DIRECTOIRE ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE selon détail annexé au rapport du Directoire

	31/12/2009	31/12/2008
Directoire	212 600	247 239
Conseil de Surveillance.....	69 960	69 960

16. EFFECTIF MOYEN

	31/12/2009	31/12/2008
Cadre	3	3
Agents de maîtrise et techniciens	2	2
Employés.....	2	2
Total	7	7

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2009

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société PRODEF, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note de l'annexe « Immobilisations financières » expose les règles et méthodes comptables suivies par votre société pour l'évaluation des titres de participation.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et méthodes comptables suivies par votre société, nous avons procédé à l'appréciation des approches retenues pour estimer la valeur d'usage des sociétés détenues sur la base des éléments disponibles et revu la cohérence de la documentation fournie. Nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des hypothèses retenues et des évaluations qui en résultent.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

PARIS et PARIS LA DÉFENSE, le 16 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes

RICOL, LASTEYRIE
Florence LAFARGUE

ERNST & YOUNG Audit
Laure-Hélène de LA MOTTE

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

Exercice clos le 31 décembre 2009

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient selon les termes de l'article R225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

ABSENCE D'AVIS DE CONVENTION ET D'ENGAGEMENT

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement conclus au cours de l'exercice et soumis aux dispositions de l'article L225-86 du Code de commerce.

CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVÉS AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Par ailleurs, en application du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

1. Prestations

En €	Loyers	Contributions pour services rendus	Intérêts sur prêts et avances
Facturations faites par PRODEF à :			
• HYGIÈNE & NATURE	236 466	52 500	86 253
• SIN&STES	-	150 000	-

2. Garantie d'emprunts bancaires de 6 200 000 € et 500 000 € souscrits par HYGIÈNE & NATURE

Le solde des emprunts concernés au 31 décembre 2009 est de 3 014 000 €.

Mandataire concerné : Monsieur Jean FIEVET

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

PARIS et PARIS LA DÉFENSE, le 16 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes

RICOL, LASTEYRIE
Florence LAFARGUE

ERNST & YOUNG Audit
Laure-Hélène de LA MOTTE

DECLARATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER

(Art. 222-3 - 4° du Règlement Général de l'AMF)

Après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, nous attestons que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de notre société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquelles elles sont confrontées.

Jean FIEVET
Président du Directoire

RESOLUTIONS

PREMIÈRE RÉOLUTION

Approbation des comptes sociaux

L'Assemblée Générale, après avoir entendu les rapports du Directoire et du Conseil de Surveillance, et pris connaissance des rapports des Commissaires aux Comptes, ainsi que des explications complémentaires fournies et des différentes observations échangées en cours de séance,

- approuve dans leur intégralité et dans toutes leurs parties les comptes annuels concernant l'exercice 2009, tels qu'ils lui ont été présentés,
- approuve en outre les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

DEUXIÈME RÉOLUTION

Approbation des comptes consolidés

L'Assemblée Générale approuve dans les mêmes conditions les comptes consolidés de l'exercice 2009, tels qu'ils lui ont été présentés, et approuve en outre les opérations traduites par ces comptes ou résumées dans ces rapports.

TROISIÈME RÉOLUTION

Conventions réglementées

L'Assemblée Générale donne acte au Conseil de Surveillance et aux Commissaires aux Comptes de ce qu'il lui a été rendu compte des conventions visées par l'article L225-86 du Code de commerce.

Elle approuve et ratifie lesdites conventions.

QUATRIÈME RÉOLUTION

Affectation du résultat - Dividende

L'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat de l'exercice, qui s'élève à	981 679 €
majoré du report à nouveau de	5 183 854 €
soit un montant distribuable de	6 165 533 €
de la façon suivante :	
▪ dividende	479 984 €
▪ le solde au report à nouveau	5 685 549 €
	6 165 533 €

Le dividende net ressort à 8 € par action. La totalité de ce montant est éligible à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France prévu par l'article 158 - 3 - 2° du CGI, sauf en cas d'option pour le prélèvement forfaitaire libératoire.

Il est rappelé que pour les trois derniers exercices, il a été distribué :

En €	2006	2007	2008
Dividende par action	8,00	8,00	8,00

L'Assemblée Générale fixe la date de paiement effectif du dividende au 28 juin 2010 aux guichets de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, sur la base des positions arrêtées au 25 juin 2010.

CINQUIÈME RÉOLUTION

Quitus au Directoire

L'Assemblée Générale donne quitus sans réserve au Directoire pour tous les actes de sa gestion relative à l'exercice 2009.

SIXIÈME RÉOLUTION

Mandats de Commissaires aux Comptes

L'Assemblée Générale, constatant que les mandats de co-Commissaires aux Comptes titulaire de la société ERNST & YOUNG AUDIT et suppléant de Monsieur François SOREL sont arrivés à échéance, décide de nommer en qualité de Commissaires aux Comptes :

- **Titulaire** : Société ERNST & YOUNG et Autres
41 rue Ybry - 92200 NEUILLY SUR SEINE
- **Suppléant** : Société AUDITEX
11 Allée de l'Arche - Faubourg de l'Arche - 92400 COURBEVOIE

pour une durée de six ans qui prendra fin avec l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2015.

SEPTIÈME RESOLUTION

Mandats de Commissaires aux Comptes

L'Assemblée Générale, constatant que les mandats de co-Commissaires aux Comptes titulaire de la société RICOL, LASTEYRIE & ASSOCIÉS et suppléant de Monsieur Jean-Charles de LASTEYRIE sont arrivés à échéance, décide de nommer en qualité de Commissaires aux Comptes :

- **Titulaire** : Société ADVOLIS
13 avenue de l'Opéra - 75001 PARIS
- **Suppléant** : Monsieur Damien BOURG
13 avenue de l'Opéra - 75001 PARIS

pour une durée de six ans qui prendra fin avec l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2015.

HUITIÈME RÉOLUTION

Pouvoirs

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente délibération pour faire tous dépôts et formalités prévus par la loi.

6.2. Rapport financier semestriel 2010

SITUATION FINANCIERE AU 30 JUIN

SOMMAIRE

COMPTES CONSOLIDES AU 30/06/2010	76
RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE	92
ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	95
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES sur l'information financière semestrielle 2010	96

COMPTES CONSOLIDÉS

BILAN CONSOLIDÉ - IFRS AU 30 JUIN 2010

ACTIF

En K€	Note n°	30/06/2010	31/12/2009
Actifs non courants			
Immeubles de placement.....	5	5 271	4 089
Immobilisations corporelles	6	4 933	8 760
Goodwill.....	4	4 710	9 997
Autres immobilisations incorporelles.....		127	492
Actifs financiers non courants.....		66	258
Actifs d'impôts différés.....		49	730
		15 156	24 327
Actifs courants			
Actifs financiers courants.....		53	53
Stocks.....	8	3 385	4 779
Clients et autres créances	9	5 559	29 311
Autres actifs courants		-	-
Trésorerie et équivalent de trésorerie : Valeurs mobilières de placement ...	10	8 863	9 716
Trésorerie.....		1 993	8 115
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	2	42 006	-
		61 858	51 974
TOTAL DE L'ACTIF		77 014	76 301

PASSIF

En K€	Note n°	30/06/2010	31/12/2009
Capitaux propres			
Capital	11	960	960
Autres réserves.....		21 857	20 591
Résultats cumulés non distribués		7 463	7 450
Intérêts minoritaires		1 979	1 730
		32 259	30 731
Passifs non courants			
Emprunts à long terme	13	3 813	3 926
Passifs d'impôts différés		1 270	1 261
Provisions non courantes	14	266	1 685
		5 349	6 872
Passifs courants			
Fournisseurs et autres créditeurs	12	3 661	8 501
Dettes fiscales et sociales	12	1 629	25 883
Emprunts à court terme	13	1 196	3 264
Provisions courantes	14	192	1 050
Autres passifs courants		-	-
Passifs classés comme détenus en vue de la vente.....	2	32 727	-
		39 406	38 698
TOTAL DU PASSIF		77 014	76 301

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ - IFRS AU 30 JUIN 2010

En K€	Note n°	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Produits				
Produits des activités ordinaires		11 008	22 053	12 124
Autres produits d'exploitation.....		648	845	300
Variation des stocks de produits finis et des travaux en cours		-1 347	580	2 038
		10 309	23 478	14 461
Charges				
Marchandises et matières consommées		3 507	9 074	7 093
Charges de personnel	16	2 737	5 544	3 304
Dotations aux amortissements.....		256	1 334	286
Dépréciation des immobilisations corporelles		-	-	-
Autres charges d'exploitation	15	2 898	5 658	2 735
		9 398	21 610	13 418
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT		911	1 868	1 044
Autres produits et charges opérationnels		-68	-143	171
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL		843	1 725	1 215
Produits financiers	17	289	562	340
Charges financières.....	17	190	844	507
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		942	1 444	1 048
Charge d'impôt sur le résultat	18	276	508	429
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		666	936	619
dont : Part du groupe		414	730	501
Part des minoritaires.....		252	206	118
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES	2	1 363	1 536	445
dont : Part du groupe		1 363	1 536	445
RÉSULTAT DE LA PÉRIODE.....		2 029	2 472	1 064
RÉSULTAT NET, PART DU GROUPE.....		1 777	2 266	946
Intérêts minoritaires		252	206	118
Nombre d'actions.....		59 998	59 998	59 998
Résultat net par du groupe				
• Résultat net par action (en €).....	19	29,62	37,77	15,77
• Résultat net dilué par action (en €)	19	29,62	37,77	15,77
Résultat net part du groupe des activités poursuivies				
• Résultat net par action (en €).....	19	6,90	12,17	8,35
• Résultat net dilué par action (en €)	19	6,90	12,17	8,35

ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2010

En K€	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Résultat net.....	2 029	2 472	1 064
Ecart de conversion	139	-53	-61
Impôts.....	-	-	-
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.....	139	-53	-61
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS			
DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES.....	2 168	2 419	1 003
dont : Part du groupe.....	1 837	2 241	920
Part des intérêts minoritaires	331	178	83

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2010

En K€	Capital	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Capitaux propres Part du groupe	Capitaux propres Part des minoritaires	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2008.....	960	975	25 357	-113	27 179	1 604	28 783
Dividendes.....	-	-	-480	-	-480	-108	-588
Résultat de la période.....	-	-	946	-	946	118	1 064
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.....	-	-	-	-26	-26	-35	-61
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.....	-	-	946	-26	920	83	1 003
Autres mouvements.....	-	-	90	-	90	26	116
Solde au 30/06/2009.....	960	975	25 913	-139	27 709	1 605	29 314
Dividendes.....	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de la période.....	-	-	1 320	-	1 320	87	1 407
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.....	-	-	-	1	1	7	8
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.....	-	-	1 320	1	1 321	94	1 415
Autres mouvements.....	-	-	-28	-	-28	31	3
Solde au 31/12/2009.....	960	975	27 205	-138	29 002	1 730	30 732
Dividendes.....	-	-	-480	-	-480	-159	-639
Résultat de la période.....	-	-	1 777	-	1 777	251	2 028
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.....	-	-	-	60	60	79	139
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.....	-	-	1 777	60	1 837	330	2 167
Autres mouvements.....	-	-	-79	-	-79	78	-1
Solde au 30/06/2010.....	960	975	28 423	-78	32 280	1 979	32 259

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 30 JUIN 2010

(Etabli à partir du résultat net)

En K€	30/06/2010	30/06/2009
<u>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ</u>		
Résultat net des sociétés intégrées	666	619
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
▪ Amortissements et provisions.....	298	111
▪ Variation des impôts différés	18	19
▪ Plus-values de cession.....	-	-
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	981	749
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité ⁽¹⁾	1 435	-878
Flux net de trésorerie généré par l'activité	2 416	-129
<u>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</u>		
Acquisitions d'immobilisations	-95	-376
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt.....	-	27
Incidence des variations de périmètre	-	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-95	-349
<u>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</u>		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-480	-480
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées.....	-159	-108
Nouveaux emprunts.....	-	16
Remboursements d'emprunts.....	-90	-80
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-729	-652
<u>FLUX NETS LIÉS AUX ACTIVITÉS ABANDONNÉES</u> ⁽²⁾	- 7 120	- 5 286
VARIATION DE TRÉSORERIE.....	-5 529	-6 415
Trésorerie d'ouverture.....	16 216	15 894
Trésorerie de clôture.....	10 855	9 421
Incidence des variations de cours des devises.....	167	-59
	-5 529	-6 415

⁽¹⁾ La variation du BFR se répartit comme suit :

Stocks	1 308	-847
Créances d'exploitation	-210	3 107
Dettes d'exploitation	337	- 3 137

⁽²⁾ Voir note 2.3 de l'annexe.

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2010

En K€

1. INFORMATIONS GÉNÉRALES : LA SOCIÉTÉ

Au 30 juin 2010, les activités du groupe PRODEF s'organisent autour de deux pôles industriels et de services :

- la propreté et les services aux entreprises, activité classée comme détenue en vue de la vente,
- les produits d'entretien.

La société PRODEF exploite en outre un patrimoine immobilier.

Les actions de la société PRODEF sont cotées Code ISIN FR0000038176 au compartiment C - Euronext Paris.

La société PRODEF SA a réalisé sur le premier semestre 2010 des produits d'exploitation de 1 248 K€ et dégagé un résultat net positif de 4 K€.

Fait marquant

Le groupe PRODEF a engagé au cours du 1^{er} semestre un processus de cession de son activité Propreté. Après la signature d'un protocole d'accord début mai, cette cession est intervenue le 27 juillet 2010 : PRODEF et son co-associé ont cédé au groupe ELIOR leur participation dans la société SIN&STES et ses filiales. Aussi, dans les comptes au 30 juin 2010, l'activité Propreté est présentée comme détenue en vue de la vente et isolée, en tant que telle, dans le bilan et le compte de résultat.

1.1 Principales règles et méthodes comptables

Les principales règles et méthodes comptables appliquées dans la préparation de ces comptes consolidés sont présentées ci-dessous. Sauf mention particulière, ces méthodes ont été appliquées de façon permanente à tous les exercices présentés.

Les informations comparatives 2009 présentées dans ce document ont été retraitées afin de refléter le classement de certaines activités conformément à la norme IFRS 5. Ces retraitements sont décrits en note 2.

1.2 Référentiel comptable appliqué

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et en application du Règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers du groupe PRODEF arrêtés au 31 décembre 2009 ont été préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2009 et dont le règlement d'adoption était paru au Journal Officiel de l'Union européenne à la date de clôture des comptes.

Les comptes intermédiaires au 30 juin 2010 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » qui permet de présenter une sélection des notes annexes. Sous réserve de ce qui suit, les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2009. Les comptes consolidés au 30 juin 2010 sont à lire conjointement avec les comptes consolidés de l'exercice 2009.

La société n'a pas appliqué par anticipation les normes et interprétations dont l'utilisation n'est pas obligatoire au 30 juin 2010.

Les textes applicables obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2010 sont les suivants :

- la version révisée des normes IFRS 3 - Regroupements d'entreprises et IAS 27 - Etats financiers consolidés et individuels, modifiant les règles d'évaluation et de comptabilisation des opérations de périmètre,
- l'amendement d'IAS 39 relatif aux éléments éligibles à la comptabilité de couverture,
- l'amendement d'IAS 32 relatif au classement des droits de souscription émis (applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} février 2010),
- l'amendement d'IFRS 2 relatif aux transactions intragroupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie,
- l'amendement d'IFRS 5, publié en mai 2008 dans le cadre de la procédure annuelle d'amélioration des IFRS, portant sur la cession partielle de titres,
- l'interprétation IFRIC 12 – Accords de concessions de services,
- l'interprétation IFRIC 15 – Accords pour la construction de biens immobiliers,

- l'interprétation IFRIC 16 – Couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger,
- l'interprétation IFRIC 17 – Distributions d'actifs non monétaires aux actionnaires,
- l'interprétation IFRIC 18 – Transferts d'actifs de la part des clients,
- les amendements de la procédure annuelle d'amélioration des IFRS, publiés en avril 2009, et notamment les précisions sur les informations sur les actifs reclassés comme « actifs destinés à la vente ».

Ces textes ne trouvent pas à s'appliquer au groupe ou n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés du groupe, à l'exception de la précision apportée sur les informations à fournir en terme d'« activités arrêtées, cédées ou en cours de cession » et dont les effets porteront, pour la première fois, sur l'information retraitée 2009.

Les comptes consolidés semestriels 2010 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le Directoire de PRODEF le 30 septembre 2010. Ils sont exprimés en milliers d'Euros (K€).

1.3 Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation IFRS comprend au 30 juin 2010 les sociétés suivantes :

Raison sociale	Siège	N° RCS	% de contrôle		Secteur d'activité	Méthode d'intégration
			2009	2010		
PRODEF, SA.....	LEVALLOIS-PERRET	562 070 714	Société consolidante		Holding	
HYGIÈNE & NATURE, SAS.....	LONGVIC	017 150 103	90,0	90,0	Produits d'entretien	IG
SCI NFI.....	TRAPPES	437 737 810	90,0	90,0	Produits d'entretien	IG
DEO, SARL.....	EKATERINBOURG	-	46,8	46,8	Produits d'entretien	IG
SIN&STES, SAS.....	PARIS	722 037 553	51,0	51,0	Service d'entretien	IP ⁽¹⁾
SIN&STES ESPACES VERTS, SAS.....	EVRY	325 635 415	51,0	51,0	Espaces verts	IP ⁽¹⁾
ESPACES VERTS CARON, SAS.....	PRINGY	311 889 372	51,0	51,0	Espaces verts	IP ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Activité classée comme détenue en vue de la vente.

1.4 Informations sectorielles

Le groupe a identifié le principal décideur opérationnel de l'entité comme étant le Directoire. Le Directoire revoit le reporting interne du groupe afin d'évaluer sa performance et de décider de l'allocation des ressources. Sur la base de ce reporting, la direction a déterminé les secteurs opérationnels.

Le Directoire analyse l'activité en fonction des principaux secteurs d'activité du groupe. Ces secteurs d'activité sont :

- la holding PRODEF, incluant l'activité immobilière,
- les Produits d'entretien (HYGIÈNE & NATURE et ses filiales),
- la Propreté (SIN&STES et ses filiales), classée en activité détenue en vue de la vente.

Par ailleurs, ces activités sont, d'une manière globale, analysées sur une base géographique (France et Etranger, notamment représenté par la société DEO).

Le reporting interne utilisé par le Directoire est basé sur la présentation comptable des comptes suivant les principes IFRS, et inclut l'ensemble des activités du groupe.

Les principaux indicateurs de performance revus par le Directoire sont les produits des activités ordinaires, le résultat opérationnel courant, la charge d'amortissement. Par ailleurs, le Directoire suit quelques agrégats du bilan : immobilisations incorporelles, immobilisations corporelles et financières en valeurs nettes ainsi que les acquisitions les concernant.

Le groupe n'a pas identifié de clients représentant plus de 10% de ses produits des activités ordinaires.

1.5 Provisions pour indemnités de départ à la retraite

Les obligations au titre des indemnités de départ en retraite, des compléments de retraite et engagements assimilés sont provisionnées sur la base d'une évaluation actuarielle, selon la méthode prospective. Cette évaluation tient compte des probabilités de maintien dans le groupe jusqu'au départ en retraite et de l'évolution prévisible des rémunérations. Certaines sociétés ont opté pour la souscription d'un contrat d'assurance retraite couvrant cet engagement.

1.6. Actifs classés comme détenus en vue de la vente

En application de la norme IFRS 5, le groupe cesse d'amortir les groupes d'actifs et tous les actifs qui les composent à compter de la date de leur classement en « activités arrêtées, cédées ou en cours de cession ».

Sur l'ensemble des périodes publiées, le résultat net de ces activités est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat, « activités abandonnées » et fait l'objet d'un retraitement dans le tableau des flux de trésorerie.

Les actifs et passifs « activités arrêtées, cédées ou en cours de cession » sont présentés sur des lignes séparées au bilan du groupe, sans retraitement des périodes antérieures.

2. ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

Les actifs du segment opérationnel Propreté, cédés le 27 juillet 2010, sont traités comme des « activités arrêtées, cédées ou en cours de cession » à compter du 30 avril 2010.

L'arrêt des amortissements entraîne une amélioration du résultat de 158 K€ (fiscalité différée incluse).

2.1. Détail des « Actifs détenus en vue de la vente » sur les postes du bilan au 30 juin 2010

ACTIF

En K€	30/06/2010
Actifs non courants	
Immeubles de placement	-
Immobilisations corporelles	2 701
Goodwill	5 288
Autres immobilisations incorporelles	420
Actifs financiers non courants	188
Actifs d'impôts différés	600
	9 197
Actifs courants	
Actifs financiers courants	-
Stocks	128
Clients et autres créances	28 269
Autres actifs courants	-
Trésorerie et équivalent de trésorerie : Valeurs mobilières de placement	1
Trésorerie	4 411
	32 809
TOTAL ACTIFS CLASSÉS COMME DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE	42 006

PASSIF

En K€	30/06/2010
Passifs non courants	
Emprunts à long terme	4
Passif d'impôts différés	-
Provisions non courantes	1 498
	1 502
Passifs courants	
Fournisseurs et autres créditeurs	5 044
Dettes fiscales et sociales	24 836
Emprunts à court terme	470
Provisions courantes	875
Autres passifs courants	-
	31 225
TOTAL PASSIFS CLASSÉS COMME DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE	32 727

2.2. Compte de résultat des activités arrêtées, cédées ou en cours de cession

En K€	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Produits			
Produits des activités ordinaires	56 145	110 922	55 515
Autres produits d'exploitation	1 588	1 351	689
Variation des stocks de produits finis et des travaux en cours	-	-	-
	57 733	112 273	56 204
Charges			
Marchandises et matières consommées	1 210	2 680	1 204
Charges de personnel	45 408	88 899	45 114
Dotations aux amortissements	901	2 103	1 098
Dépréciation des immobilisations corporelles	-	-	-
Autres charges d'exploitation	8 333	16 407	8 106
	55 852	110 089	55 522
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT	1 881	2 184	682
Autres produits et charges opérationnels	-116	88	-8
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL	1 765	2 272	674
Produits financiers	16	26	18
Charges financières	4	12	8
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	1 777	2 286	684
Charge d'impôt sur le résultat	414	750	239
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES	1 363	1 536	445
dont : Résultat net, part du groupe	1 363	1 536	445

2.3. Eléments du tableau des flux de trésorerie des activités arrêtées, cédées ou en cours de cession

En K€	30/06/2010	30/06/2009
Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles	- 2 892	-909
Flux net de trésorerie liés aux activités d'investissement	27	-725
Flux net de trésorerie liés aux activités de financement	-54	-119
Flux net de trésorerie	- 2 919	-1 753
Trésorerie de clôture	4 201	3 533
FLUX NETS LIÉS AUX ACTIVITÉS ABANDONNÉES ⁽¹⁾	-7 120	-5 286

⁽¹⁾ Ligne présentée dans le tableau des flux de trésorerie du groupe.

3. INFORMATIONS SECTORIELLES

3.1 Principaux indicateurs d'activité par secteurs opérationnels

31/12/2009	Holding	Entretien	Activités Poursuivies	Propreté	Total
Eléments du compte de résultat (12 mois)					
Produits des activités ordinaires par secteurs.....	2 611	20 211	22 822	110 936	133 758
Produits des activités ordinaires par intersecteurs.....	381	388	769	13	782
Produits des activités ordinaires aux clients externes	2 230	19 823	22 053	110 922	132 975
Dotations aux amortissements.....	152	320	472	1 523	1 995
Résultat opérationnel courant	438	1 431	1 868	2 184	4 052
Actifs sectoriels					
<i>Valeur nette des immobilisations</i>					
Immobilisations incorporelles.....	46	4 780	4 826	5 664	10 490
Immobilisations corporelles.....	6 684	3 508	10 192	2 657	12 849
Immobilisations financières.....	109	10	119	192	311
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	-	11	11	23	34
Acquisitions d'immobilisations corporelles	740	151	891	1 187	2 078

30/06/2010	Holding	Entretien	Total
Eléments du compte de résultat (6 mois)			
Produits des activités ordinaires par secteurs.....	1 064	10 318	11 382
Produits des activités ordinaires par intersecteurs.....	184	189	373
Produits des activités ordinaires aux clients externes	880	10 129	11 009
Dotations aux amortissements.....	108	134	242
Résultat opérationnel courant	-112	1 023	911
Actifs sectoriels			
<i>Valeur nette des immobilisations</i>			
Immobilisations incorporelles.....	47	4 789	4 836
Immobilisations corporelles.....	6 777	3 428	10 205
Immobilisations financières.....	109	10	119
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	2	19	21
Acquisitions d'immobilisations corporelles	201	37	238

3.2 Principaux indicateurs d'activité par zones géographiques

31/12/2009	France	Etranger	Activités Poursuivies	Propreté	Total
Eléments du compte de résultat (12 mois)					
Produits des activités ordinaires aux clients externes	18 800	3 252	22 053	110 922	132 975
Actifs sectoriels					
<i>Valeur nette des immobilisations</i>					
Immobilisations incorporelles.....	4 818	8	4 826	5 664	10 490
Immobilisations corporelles.....	10 158	34	10 192	2 657	12 849
Immobilisations financières.....	119	-	119	192	311

30/06/2010	France	Etranger	Total
Eléments du compte de résultat (6 mois)			
Produits des activités ordinaires aux clients externes	9 321	1 688	11 009
Actifs sectoriels			
<i>Valeur nette des immobilisations</i>			
Immobilisations incorporelles	4 827	9	4 836
Immobilisations corporelles	10 162	43	10 205
Immobilisations financières	119	-	119

4. GOODWILL (Ecart d'acquisition)

Le poste Goodwill, inscrite à l'actif à la fin de chaque période, se décompose de la manière suivante :

	30/06/2010	31/12/2009
Ecart d'acquisition SIN&STES	-	5 288
HYGIÈNE & NATURE	1 039	1 039
PFC	97	97
Ecart d'acquisition activités Espaces Verts	-	-
Ecart d'acquisition NET FLORE	3 573	3 573
Total	4 710	9 997

5. IMMEUBLES DE PLACEMENT

Valeur nette comptable	30/06/2010	31/12/2009
LEVALLOIS	5 191	3 994
CHENÔVE	80	95
Total	5 271	4 089

Dans le cadre de la préparation de l'offre publique, la mise à jour des valeurs d'expertises des immeubles de placement est prévue au second semestre.

La variation constatée sur la période correspond principalement à la mise en service d'immobilisations en cours au 31/12/2009.

6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Valeur nette comptable	30/06/2010	31/12/2009
Terrains	643	643
Constructions	3 737	3 693
Installations, matériels et outillages	393	2 727
Autres immobilisations corporelles	67	439
Avances et acomptes	94	1 258
Total	4 933	8 760 (*)

(*) dont 2 656 k€ au titre de l'activité Propreté au 31/12/2009, classée en activité détenue en vue de la vente au 30/06/2010 (voir note 2)

7. MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS

Les acquisitions d'immobilisations corporelles du semestre portent principalement sur des :

▪ Installations techniques	26
▪ Autres immobilisations corporelles	10
▪ Immobilisations corporelles en cours	196

8. STOCKS

Valeur nette comptable	30/06/2010	31/12/2009
Montant brut à la clôture	3 641	5 309
Provision	-256	-530
Montant net à la clôture.....	3 385	4 779
<i>Ventilation par catégorie des stocks en valeurs nettes</i>		
Matières premières.....	1 579	1 675
En cours de biens.....	107	104
Produits intermédiaires et finis.....	1 691	1 653
Marchandises	9	1 346
Total.....	3 385	4 779

9. CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

	30/06/2010	31/12/2009
Montant brut clients à la clôture	4 580	27 675
Provision	-506	-1 771
Montant net clients à la clôture	4 074	25 904
Autres créances.....	1 485	3 407
Total clients et autres créances	5 559	29 311 (*)

(*) dont 24 091 K€ au titre de l'activité Propreté au 31/12/2009, classée en activité détenue en vue de la vente au 30/06/2010 (voir note 2)

10. VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT

Il s'agit principalement de bons à court terme négociables et de SICAV monétaires. Conformément aux dispositions prévues par les normes IAS 32 et 39, ces postes sont considérés comme des actifs financiers détenus à des fins de transaction, évalués en juste valeur par le compte de résultat.

11. CAPITAL SOCIAL

Le capital social de la société mère consolidante était composé au 31 décembre 2009 de 59 998 actions de 16 € entièrement libérées. Il n'y a eu aucun changement sur le premier semestre 2010.

La société ne possède pas d'instruments de capitaux propres tels que les bons de souscriptions d'actions par exemple.

12. DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

	30/06/2010	31/12/2009
Avances et acomptes reçus.....	509	1 622
Dettes fournisseurs.....	2 096	6 435
Dettes fiscales et sociales.....	1 629	25 883
Dettes d'immobilisations.....	265	105
Autres dettes.....	537	32
Produits constatés d'avance	254	307
Total	5 291	34 384 (*)

(*) dont 29 899 K€ au titre de l'activité Propreté au 31/12/2009, classée en activité détenue en vue de la vente au 30/06/2010 (voir note 2)

13. DETTES FINANCIÈRES

	30/06/2010	31/12/2009
<i>Dettes non courantes</i>		
Emprunts à long terme auprès d'établissements de crédit	3 577	3 686
Autres dettes financières.....	236	241
<i>Dettes courantes</i>		
Concours bancaires courants	1	1 615
Emprunts à court terme auprès d'établissements de crédit.....	1 195	1 285
Autres dettes financières.....	-	363
Total	5 009	7 190
dont financement en crédit-bail et location-financement	1 373	1 554

Les emprunts à long terme constituent des autres passifs financiers au regard des dispositions de l'IAS 39 (crédit bancaire à taux fixes). A ce titre, ils sont évalués au coût amorti.

Echéancier des emprunts auprès des établissements de crédit :

	30/06/2010	31/12/2009
A moins d'un an	1 195	1 285
A plus d'un an et à moins de deux ans.....	1 206	1 218
A plus de deux ans et à moins de cinq ans.....	2 005	1 986
A plus de cinq ans	367	481
Total	4 772	4 971
dont emprunts à taux fixe	4 772	4 971

Les redevances futures relatives aux contrats de crédit-bail et de location-financement sont les suivantes :

	30/06/2010	31/12/2009
A moins d'un an	258	346
A plus d'un an et à moins de deux ans.....	258	268
A plus de deux ans et à moins de cinq ans.....	773	773
A plus de cinq ans	386	515
Total des redevances futures.....	1 675	1 902
Part représentative des intérêts	-302	-348
Total du financement en crédit-bail	1 373	1 554

14. PROVISIONS

	Provisions pour risques	Provisions pour charges	Part à plus d'un an	Part à moins d'un an
Au 31/12/2009	1 056	1 678	1 684	1 050
Dotations	120	3		
Reprises utilisées	-	-		
Passifs détenus en vue de la vente.....	-917	-1 415		
Reprises non utilisées.....	-67	-		
Au 30/06/2010.....	192	266	266	192

dont provision pour indemnités de départ à la retraite 208

Les engagements de retraite sont évalués conformément aux hypothèses décrites au paragraphe 1.5. Ils ont évolué comme suit :

	30/06/2010	31/12/2009
Provision au début de l'exercice	1 620	1 974
Impact sur le résultat de l'exercice.....	3	-354
Passifs classés comme détenus en vue de la vente	-1 415	-
Provision à la fin de l'exercice	208	1 620

Litiges et actions en justice

Le groupe PRODEF est engagé dans quelques actions en justice qui résultent de la conduite normale de ses affaires. Le groupe estime que sa défense est adéquate et que les conséquences de ces litiges n'auront pas d'effet significatif sur les comptes consolidés du groupe ni sur ses résultats, bien qu'il ne soit toutefois pas possible de donner une quelconque assurance sur le dénouement final de ces litiges.

15. AUTRES CHARGES

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Autres achats et charges externes	2 693	5 069	2 610
Impôts, taxes et versements assimilés	270	784	317
Autres charges.....	-65	-197	-191
Charges exceptionnelles	-	1	-
Total	2 898	5 658	2 735

16. CHARGES DE PERSONNEL

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Salaires et traitements.....	1 979	3 928	2 448
Charges sociales	758	1 615	856
Total	2 737	5 544	3 304

Effectif ⁽¹⁾	Inscrit		Equivalent temps plein	
	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2010	31/12/2009
Cadres et assimilés	32	31	31	30
Agents de maîtrise, techniciens	16	15	14	13
Représentants	14	13	14	15
Employés	21	23	18	20
Ouvriers	42	43	40	43
Total.....	125	125	117	121
<i>Ventilation par secteur</i>				
Holding.....	7	7	7	7
Produits d'entretien.....	118	118	110	114

⁽¹⁾ hors activité Propreté.

17. RÉSULTAT FINANCIER

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Produits des autres valeurs mobilières.....	30	21	9
Autres intérêts et produits assimilés.....	42	156	103
Différences positives de change.....	215	378	223
Produits nets sur cessions de V.M.P.....	1	6	5
Reprises sur provisions et transferts de charges.....	-	-	-
Total produits financiers.....	289	562	340
Dotations financières aux amortissements.....	-	-	-
Intérêts et charges assimilés.....	131	317	164
Différences négatives de change.....	58	526	343
Charges nettes sur cessions de V.M.P.....	-	-	-
Total charges financières.....	190	844	507
Résultat financier.....	99	-282	-167

18. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Charge d'impôt courant.....	259	380	410
Charge d'impôt différé.....	18	128	19
Total.....	277	508	429
Résultat comptable avant impôts.....	942	1 444	1 048
Taux théorique d'impôt.....	33,33 %	33,33 %	33,33 %
Charge fiscale théorique.....	314	481	349
Autres (différences permanentes et différence de taux d'impôt).....	-37	27	80
Charge fiscale réelle.....	277	508	429
Taux effectif d'impôt.....	29,41 %	35,18 %	40,94 %

19. RÉSULTAT PAR ACTION

	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2009
Résultat net part du groupe (en K€).....	1 777	2 266	946
• Nombre d'actions.....	59 998	59 998	59 998
• Résultat par action (en €).....	29,62	37,77	15,77
• Résultat par actions dilué (en €).....	29,62	37,77	15,77
Résultat net part du groupe des activités poursuivies (en K€).....	414	730	501
• Nombre d'actions.....	59 998	59 998	59 998
• Résultat par action (en €).....	6,90	12,17	8,35
• Résultat par actions dilué (en €).....	6,90	12,17	8,35

20. PASSIFS ÉVENTUELS

Droit individuel à la formation

Conformément aux dispositions de la loi n°2004-391 du 4 mai 2004, relative à la formation professionnelle, les sociétés françaises du groupe accordent à leurs salariés un droit individuel à la formation d'une durée de vingt heures par année civile cumulable sur une durée maximale de six ans.

Au terme de ce délai et à défaut de son utilisation, l'ensemble des droits restera plafonné à 120 heures. Au 30 juin 2010, les droits acquis par les salariés des sociétés françaises du groupe (activités poursuivies) s'élève à 5 912 heures. A la clôture du semestre, aucune demande significative d'utilisation des droits n'a été présentée.

21. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Aucune évolution significative n'a été constatée sur les engagements hors bilan depuis la clôture de l'exercice précédent.

22. PARTIES LIÉES

Rémunération des mandataires sociaux

Conformément aux informations requises par IAS 24, le montant des rémunérations brutes versées aux membres du Directoire au cours du premier semestre 2010 s'est élevé à 147 K€ et celles versées au Président du Conseil de Surveillance à 11 K€. Sur cette période, aucun jeton de présence n'a été versé aux membres du Conseil de Surveillance.

23. EVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS DEPUIS LA FIN DU PREMIER SEMESTRE

23.1 Cession de l'activité Propreté

Le 27 juillet 2010, PRODEF et son co-associé ont cédé au groupe ELIOR leur participation dans la société SIN&STES. Cette cession a été réalisée pour un prix net de frais et de fiscalité de 29 M€ (part PRODEF). Des garanties d'usage ont été accordées. Par ailleurs, un complément de prix pourrait être perçu en fonction de l'atteinte de critères de performances sur 2010 et 2011 pour un montant maximal de 2 M€ (part PRODEF).

La cession de l'activité Propreté, marque une profonde mutation du groupe PRODEF qui entend désormais se concentrer sur le domaine des produits d'entretien, tout en poursuivant son activité immobilière.

Les impacts liés à cette opération, tenant compte d'une estimation du complément de prix et de la mise en jeu des garanties, sont présentés ci-après.

BILAN CONSOLIDÉ IFRS

ACTIF

En K€	30/06/2010	Impact Cession	01/07/2010
Actifs non courants	15 156	-	15 156
Actifs courants	61 858	-10 715	51 143
TOTAL ACTIF	77 014	-10 715	66 299

PASSIF

En K€	30/06/2010	Impact Cession	01/07/2010
Capitaux propres	32 259	19 275	51 534
Passifs non courants	5 349	1 485	6 834
Passifs courants	39 406	-31 475	7 931
TOTAL PASSIF	77 014	-10 715	66 299

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS IFRS

En K€	30/06/2010	Impact Cession	01/07/2010
Résultat net des activités poursuivies	666	-	666
dont : Part du groupe	414	-	414
Part des minoritaires	252	-	252
Résultat net des activités abandonnées.....	1 363	19 275	20 638
dont : Part du groupe	1 363	19 275	20 638
Résultat de la période	2 029	19 275	21 304
dont :			
Résultat net, part du groupe	1 777	19 275	21 052
Intérêts minoritaires.....	252	-	252

23.2 Préparation d'une Offre Publique

Le groupe PRODEF prépare une Offre Publique de Rachat d'Actions qui fera l'objet d'une note d'information dont le projet sera déposé le 11 octobre 2010 à l'AMF.

RAPPORT SEMESTRIEL

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2010

1. PRÉAMBULE

Le groupe PRODEF a engagé au cours du premier semestre un processus de cession de son activité Propreté. Après la signature d'un protocole d'accord début mai, cette cession est intervenue le 27 juillet 2010 : PRODEF et son co-associé ont cédé au groupe ELIOR leur participation dans la société SIN&STES et ses filiales. Aussi, dans les comptes au 30 juin 2010, l'activité Propreté est présentée comme détenue en vue de la vente et isolée, en tant que telle, dans le bilan et le compte de résultat.

Dans un contexte économique toujours difficile, le groupe PRODEF réalise un chiffre d'affaires de 67 154 K€ à périmètre constant contre 67 639 K€ au 30 juin 2009, dont 11 008 K€ au titre des activités poursuivies et 56 145 K€ au titre de l'activité Propreté en cours de cession.

Malgré ce léger repli de l'activité, le résultat net part du groupe s'améliore. Il s'établit à 1 777 K€ au 30 juin 2010 contre 946 K€ au 30 juin 2009, dont 414 K€ au titre des activités poursuivies et 1 363 K€ au titre de l'activité Propreté. Cette progression concerne à la fois l'activité des Produits d'Entretien, dont la rentabilité s'améliore malgré la diminution du chiffre d'affaires, et l'activité Propreté. L'activité immobilière marque un léger repli.

2. ACTIVITÉ ET RÉSULTAT DU GROUPE

Activités Poursuivies : Produits d'Entretien et Activité Immobilière

Le chiffre d'affaires des activités poursuivies du groupe au 30 juin 2010 s'élève à 11 008 K€ contre 12 124 K€ au 30 juin 2009, soit une diminution de 1 116 K€ principalement liée au recul des Produits d'Entretien (10 129 K€ au 30 juin 2010 contre 11 183 K€ au 30 juin 2009), mais aussi à la diminution des revenus de l'activité immobilière (880 K€ contre 941 K€ au 30 juin 2009).

Le résultat opérationnel courant ressort à 911 K€ contre 1 044 K€ au 30 juin 2009. Cette évolution s'explique par deux effets contraires :

- le recul du résultat de l'activité immobilière avec l'augmentation des surfaces inoccupées et la baisse des indices de révision des loyers ;
- l'amélioration du résultat des produits d'entretien par l'effet des économies de structure et la maîtrise des coûts.

Après prise en compte d'autres produits et charges opérationnels à hauteur de -68 K€ correspondant au dénouement de litiges prud'homaux, le résultat opérationnel ressort à 843 K€ contre 1 215 K€ au 30 juin 2009.

Le résultat financier des activités poursuivies s'améliore, passant d'une charge nette de 167 K€ à un produit net de 99 K€. Le résultat financier de l'activité Produits d'Entretien progresse de 341 K€, sous l'effet des différences positives de change générées par la filiale russe DEO, et en raison de la diminution du besoin en fonds de roulement.

Le résultat financier de la holding est en retrait de 73 K€ en raison de la baisse des taux de placement sur la période.

Après comptabilisation d'une charge d'impôt de 277 K€, le résultat net des activités poursuivies s'établit à 666 K€ contre 619 K€ au 30 juin 2009, en augmentation de 7,6%, et à 414 K€ contre 501 K€ au 30 juin 2009 après prise en compte des intérêts minoritaires.

Activité détenue en vue de la vente : Propreté

Le chiffre d'affaires de l'activité Propreté, part du groupe (51%), s'établit à 56 145 K€, en légère augmentation par rapport au 30 juin 2009 (+ 1,1 %). La progression du résultat opérationnel courant, de 682 K€ au 30 juin 2009 à 1 882 K€ au 30 juin 2010, tient à une évolution favorable du risque sur créances clients et au produit de cession de la participation SMI, générant une plus-value nette proche de 500 K€. L'activité bénéficie également d'une meilleure maîtrise des frais de personnel et de la fermeture volontaire de chantiers non rentables.

Après prise en compte d'autres produits et charges opérationnels pour -116 K€ correspondant principalement à des risques prud'homaux, le résultat opérationnel de l'activité Propreté ressort à 1 766 K€ contre 674 K€ au 30 juin 2009.

Après comptabilisation d'une charge d'impôt pour 414 K€, le résultat net de l'activité Propreté s'établit à 1 363 K€ sur la période, contre 445 K€ au 30 juin 2009.

3. SITUATION ET PERSPECTIVES DES DIFFÉRENTS PÔLES

PRODUITS D'ENTRETIEN

Dans un contexte économique morose, l'activité des produits d'entretien pour industriels et collectivités reste confrontée à un marché difficile et concurrentiel conduisant à une forte pression sur les prix. Cette situation se traduit au 30 juin 2010 par une baisse du chiffre d'affaires de 9,2 %.

Le ralentissement constaté provient pour l'essentiel des produits phytosanitaires sous l'effet de deux facteurs : un marché en régression sur ces produits et la concurrence des opérateurs multinationaux qui, en raison de leur puissance économique et en matière de R&D, tirent profit des contraintes réglementaires sur les composants. Pour les autres produits d'entretien, le recul provient à la fois d'un tassement des volumes mais aussi d'une baisse des prix.

Cependant, et malgré la diminution du chiffre d'affaires, le résultat de l'activité Produits d'Entretien s'améliore, en particulier grâce à l'effet des économies de structure. Ainsi, les capacités industrielles et la maîtrise des coûts de production permettent à HYGIÈNE & NATURE de défendre ses positions commerciales axées sur la qualité et le respect des normes.

En Russie, l'activité de la société DEO s'est également contractée. Le redressement du rouble permet cependant l'amélioration des performances de cette filiale.

Malgré ce contexte difficile, les objectifs de résultats pour l'année restent réalistes, compte tenu du plan d'économies mis en place en 2009 et de la bonne maîtrise des coûts industriels.

PROPRETÉ

Le chiffre d'affaires de SIN&STES et ses filiales s'établit à 56 145 K€. Il est en légère augmentation par rapport au 30 juin 2009 (+ 1,1 %). SIN&STES a retrouvé des marges de progression, le volume des ouvertures ayant compensé l'arrêt d'un important chantier déficitaire intervenu fin mars. Les filiales présentes dans les espaces verts n'ont, elles, pas retrouvé leur niveau d'activité de l'année précédente.

Cette activité, cédée le 27 juillet 2010 au groupe ELIOR, sera déconsolidée au deuxième semestre.

PRODEF

L'activité immobilière de la holding a été directement affectée par la baisse des indices de révision des loyers ainsi que par une dégradation du taux d'occupation. Les locaux vacants n'ont pas trouvé preneur dans un contexte déséquilibré sur le marché locatif en région parisienne et une nouvelle défaillance a été enregistrée sur le mois de juillet.

Outre la diminution des revenus locatifs, des charges à caractère non récurrent ont été engagées sur la période en relation avec les différents projets conduits par PRODEF en 2010.

La contribution de PRODEF au résultat opérationnel courant s'établit ainsi à – 112 K€ au 30 juin 2010 contre 191 K€ au 30 juin 2009.

Le résultat financier de PRODEF s'élève à 182 K€ contre 790 K€ au 30 juin 2009. Cette diminution tient à l'absence de dividendes versés par SIN&STES et à la diminution du rendement des placements de trésorerie à court terme.

Aucun élément exceptionnel significatif n'étant enregistré, le résultat net de la société ressort à 4 K€ contre 813 K€ au 30 juin 2009.

4. EVOLUTION ET PERSPECTIVES

Le 27 juillet 2010, PRODEF et son co-associé ont cédé au groupe ELIOR leur participation dans la société SIN&STES. Cette cession a été réalisée pour un prix net de frais et de fiscalité de 29 M€ (part PRODEF). Des garanties d'usage ont été accordées.

A la suite de cette opération, PRODEF prépare une Offre Publique de Rachat d'Actions qui fera l'objet d'une note d'information dont le projet sera déposé le 11 octobre 2010 à l'AMF.

La cession de l'activité Propreté marque une profonde mutation du groupe qui entend désormais se concentrer sur le domaine des produits d'entretien, tout en poursuivant son activité immobilière.

Dans le domaine des produits d'entretien, d'hygiène et de désinfection pour industriels et collectivités, le marché atomisé est en pleine mutation. L'importance des investissements à engager dans le cadre du développement durable avec ses contraintes environnementales et réglementaires, la nécessité de proposer des nouveaux produits écologiques dans des conditions optimales de sécurité vont conduire les opérateurs à concentrer leurs moyens, offrant ainsi des opportunités nouvelles pour conforter la société HYGIÈNE & NATURE.

PRODEF a une longue histoire et la connaissance des produits d'entretien et dispose de moyens significatifs pour développer cette activité et participer à sa consolidation.

5. RISQUES ET INCERTITUDES

Sur le marché des phytosanitaires, les perspectives restent fortement dégradées sous l'effet des contraintes environnementales et des limitations réglementaires sur les composants particulièrement contraignantes pour les fabricants français. Au-delà des risques et incertitudes relatifs à l'exploitation soulignés dans les développements qui précèdent, le contexte économique national toujours morose contribue à accroître certains risques comme les défaillances clients ou les difficultés d'approvisionnement de certains composants. Le groupe met en œuvre les moyens nécessaires pour limiter ces risques.

Concernant l'activité immobilière, bien que la conjoncture économique soit en légère amélioration, le marché locatif d'immeubles de bureaux reste très déséquilibré.

S'agissant de risques « hors exploitation », le groupe n'a pas identifié d'autres éléments que ceux mentionnés en note 14 de l'annexe aux états financiers.

6. TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux sont exposées dans la note 22 de l'annexe aux états financiers.

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

(Art. 222-3 - 4° du Règlement Général de l'AMF)

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés pour le semestre écoulé, sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat du groupe PRODEF, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions avec les parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Jean FIEVET
Président du Directoire

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société PRODEF, relatifs à la période du 1er janvier au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 1^{er} octobre 2010

Les Commissaires aux Comptes

ADVOLIS
Patrick Iweins

ERNST & YOUNG et Autres
Any Antola

VII. Attestation de la société relative au présent document

« J'atteste que le présent document, qui a été déposé le 2 novembre 2010 et qui sera diffusé le 4 novembre 2010, soit au plus tard la veille du jour de l'ouverture de l'Offre, comporte l'ensemble des informations requises par l'article 231-28 du Règlement général de l'AMF et par l'article 5 de l'instruction AMF 2006-07 relative aux offres publiques d'acquisition, dans le cadre de l'offre initiée par PRODEF et visant ses propres actions. A ma connaissance, ces informations sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. »

Levallois, le 2 novembre 2010

Monsieur Jean FIEVET
Président du Directoire